

# Rouge

**Interview des trois  
Irlandais victimes  
du GIGN**

p 12

M 1578 N°1065 6F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale)

du 27 mai au 2 juin 83

## Sommet impérialiste de Williamsburg

**D** OCTEURS PURGON du capitalisme, sept chefs d'Etat vont se réunir à Williamsburg. Ainsi que les médecins de Molière, ils seront aussi ridicules qu'inefficaces. Car, contrairement au « malade imaginaire », le capitalisme est bien malade et ses symptômes s'appellent chômage, inflation, fermetures d'entreprises, etc.

Quel que soit leur pays, les capitalistes ont produit avec le seul souci de faire toujours plus de profit dans le moins de temps possible. Ils ont emballé leur propre machine, de telle sorte qu'apparaît un insupportable paradoxe : alors que des besoins élémentaires ne sont pas satisfaits, et pas seulement dans le tiers monde, le système capitaliste international souffre de surproduction, de suraccumulation de capitaux.



**C** OMME ces gens-là sont tout sauf des philanthropes, ils cherchent à utiliser cette crise comme une potion contre le mal qui pour eux se nomme acquis ouvriers, salaires, systèmes de protection et lois sociales.

Et comme les grands trusts veulent garder à tout prix un taux de profit élevé, ils cherchent des terrains fertiles, à haut rendement immédiat, pour faire fructifier leurs capitaux. Ils ont trouvé, depuis des décennies, un truc. Investir dans l'armement, quel que soit le danger, car ça rapporte gros, tout de suite. Qui a entendu parler de crise de production d'armes en tous genres ?

Les gouvernements des pays capitalistes industrialisés préfèrent actuellement réduire les budgets sociaux, laisser galoper le chômage et l'inflation, au profit du budget militaire. Tout simplement parce que c'est une industrie où l'espérance de profit reste élevée.



**L** E gouvernement français n'échappe pas à cette loi du profit. Même le PCF accepte une augmentation de 175 milliards du budget de programmation militaire, au nom d'une prétendue indépendance nationale. PS comme PC acceptent de tailler dans tous les budgets, Ecole comme Santé, sauf dans celui des fusées et des sous-marins nucléaires.

Ceux qui votent l'augmentation du nombre de bombes françaises au Parlement aujourd'hui en sont comptables devant les travailleurs. Leur politique n'apporte même pas d'emplois supplémentaires et se mène au détriment de la satisfaction des besoins du plus grand nombre. C'est pourquoi, en France aussi, il faut lutter contre le surarmement des puissances occidentales. Tel est le sens que nous donnerons à notre participation, le 19 juin, à la manifestation parisienne du Mouvement de la paix.

## La crise au menu, l'échec au dessert



**9<sup>e</sup> plan : trois millions  
de chômeurs  
en 1988 ?**

p 6

**La droite provoque  
et occupe la rue**

p 3/4

**Par milliers à la fête LCR-LO**

p 8 / 9 / 10

## ACTION CATHOLIQUE OUVRIERE

# les débats qui traversent une rencontre

L'ACO (Action catholique ouvrière) regroupe 18 000 militants répartis en 2 500 équipes, « assistées » par 2 000 aumôniers. C'est la coexistence entre des militants qui occupent pour certains des responsabilités syndicales dans l'entreprise, l'union locale ou la fédération... et un lien constant avec la hiérarchie catholique.

On est parfois surpris dans une ville ou une région des positions convergentes exprimées par des responsables de la CGT, de la CFDT, du PS, du PSU. On l'est moins lorsqu'on apprend qu'ils sont tous quatre membres de l'ACO.

Inscrite dans la classe ouvrière, elle en reflète à sa façon les pressions. En 1968, 20 % de ses membres appartenaient au MRP, ancêtre du CDS (le parti de Lecanuet). En 1977, 75 % étaient au PS, 13,5 % au PSU, 9,5 % au PCF... Du CDS, plus de traces. Cela ne réjouissait guère évidemment la hiérarchie catholique ou la droite, « l'ACO pri-

sonnière de la gauche », lisait-on dans *le Figaro* du 13 mai.

D'autant que ses militants insérés dans la classe ouvrière, partie prenante de ses luttes, participent aussi de ses débats d'orientation. « Ils portent des appréciations différentes sur le bilan de l'orientation gouvernementale », lisait-on au passage dans le rapport présenté à la 13<sup>e</sup> rencontre à Marseille. Une source de débats au sein de l'ACO aussi.

« Notre expérience originale, historique, précise le même rapport d'orientation, est de tenter de vivre ensemble dans l'unité de nos vies et de nos choix, notre appartenance à la classe ouvrière, nos engagements et notre adhésion à Jésus Christ, notre appartenance à la communauté des croyants. »

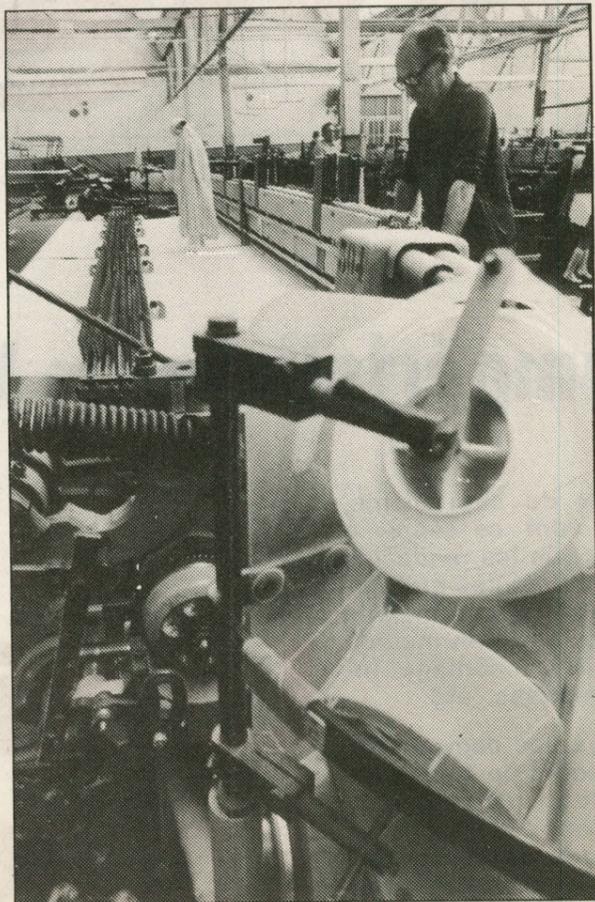
« Appartenance à la classe ouvrière... et à la communauté des croyants ». Ces deux affirmations réunies résumant bien les problèmes. Car la communauté des croyants

comporte aussi des patrons, des bourgeois. Lorsqu'on appartient à la classe ouvrière, défendant ses intérêts dans un syndicat ou dans un parti, assumer l'appartenance à une même communauté que ses exploités, tourne toujours à la collaboration de classes, au détriment des intérêts des travailleurs.

C'est la pente qu'a suivie le congrès de Marseille. Les « exigences de la mission catholique de l'ACO » l'emportant sur les exigences de l'appartenance à la classe ouvrière, et l'ACO s'ouvrant à des adhérents « non engagés politiquement ou syndicalement ». Ceux qui voulaient pour leur part « faire apparaître davantage la conscience de classe dans toute sa vigueur et sa nécessité » regroupaient environ le quart des voix des participants.

Dans le nouveau comité national, le poids du PS et de la CFDT s'est renforcé (les autres membres sont à la CGT, au PCF, au PSU...).

M. M.



## CNSTP Communiqué de presse

La CNSTP (Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans) enregistre les actuels résultats, en y mettant trois remarques :

— Les MCM, qui n'ont pas été supprimés, représentent pour la CNSTP un mécanisme permettant aux pays les plus riches (Europe du Nord) d'accroître leur richesse au détriment des plus pauvres (Europe du Sud, pays méditerranéens).

— De la même manière, en France, des prix uniques pour tous permettent aux plus gros producteurs d'accaparer l'essentiel des aides et des productions au détriment de ceux des régions plus excentrées ou subissant des contraintes particulières (montagne).

— La discussion d'une réforme de la politique agricole commune (PAC) et donc de la politique agricole française, incluant des prix différenciés, a été une nouvelle fois escamotée.

Pour la CNSTP, le véritable débat se situe là et le reste n'est que démagogie et poudre aux yeux.

# Cet été, du 16 juillet au 13 août 4 stages de formation

Cet été, dans un cadre agréable et de bonnes conditions de travail, consacrez une semaine à la formation politique.

Alors qu'en cours d'année, nous le savons tous, il est difficile de consacrer du temps à la lecture et à la formation politique, la période d'été est plus favorable. Participer à un des stages d'été que la LCR organise depuis des années est la formule la plus efficace — et la plus sympathique ! — pour acquérir ou renforcer sa formation politique.

Il est possible de venir en famille, une crèche-garderie est organisée pour les enfants durant les sessions de formation. Des temps de détente et de lecture sont prévus...

**C**ET été, comme les années précédentes, la LCR organise des stages de formation politique élémentaire. Ces stages sont ouverts aux camarades sympathisants de la LCR, lecteurs de *Rouge*, toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par la politique défendue par la LCR.

• Voici quelques-uns des thèmes traités :  
— les enjeux de la situation politique actuelle  
— la crise du capitalisme  
— le mouvement ouvrier :

classe, syndicats et partis  
— la social-démocratie et le PS  
— le stalinisme et le PCF  
— la lutte des femmes contre leur oppression  
— internationalisme et Internationale  
— la révolution en Amérique centrale  
— la révolution politique dans les pays de l'Est.

• Comment on travaille dans ces stages ?  
— des exposés en assemblée générale  
— des discussions en petits

groupes pour permettre d'approfondir les thèmes abordés  
— des « commissions à la carte » pour débattre d'autres sujets que ceux prévus dans le programme

— des heures de lecture, de détente et de loisirs...

Les stages se déroulent dans le Midi, dans la grande région de Toulouse. Le logement se fait en chambres de 2, 3, 4 places. Il est possible de venir en famille. Chaque stage commence le samedi à 19 h avant le repas et se ter-

mine le samedi suivant dans l'après-midi.

Le prix est de 700 F tout compris (pension complète et matériel de formation). Une crèche-garderie est organisée durant les sessions de formation du matin et de l'après-midi. Le prix pour les enfants (lit et repas) est de 350 F.

Pour tout renseignement complémentaire, appeler le 8 59 23 00.

• Les dates des stages :  
Stage n° 1 : du 16 au 23 juillet  
Stage n° 2 : du 23 au 30 juillet  
Stage n° 3 : du 30 juillet au 6 août  
Stage n° 4 : du 6 au 13 août.

• Pour s'inscrire :  
Il suffit de remplir le bulletin ci-contre et d'y joindre 200 F d'arrhes, soit en liquide, soit en chèque à l'ordre de la LCR, ainsi qu'une enveloppe timbrée à votre adresse.

Renvoyez le tout à :  
LCR FORMATION ETE 83  
2, rue Richard-Lenoir  
93 108 Montreuil.

### A REMPLIR

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Profession : \_\_\_\_\_

Lieu d'emploi : \_\_\_\_\_

Syndicat : \_\_\_\_\_

Responsabilité syndicale : \_\_\_\_\_

Stagiaire à la LCR : \_\_\_\_\_

en contact avec la LCR : \_\_\_\_\_

sans contact avec la LCR : \_\_\_\_\_

Numéro du stage choisi : 

Je viens avec enfant(s), âgés de : \_\_\_\_\_

• j'irai en voiture et je dispose de \_\_\_\_\_ place(s)  
• si c'est possible, j'aimerais profiter d'une place en voiture  
• on peut me téléphoner  
au n° \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ h à \_\_\_\_\_ h

### NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F
2 - INFORMATION DES COLLECTIVITES 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F		
3 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO « ROUGE » 6 mois = 24 numéros	150 F		
4 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Formule choisie : \_\_\_\_\_

Règlement à l'ordre de PEC  
2 rue Richard Lenoir 93108  
Montreuil  
Tél : 859 00 80

# Rouge

• Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)  
• Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31  
• Directeur de la publication : Robert March  
• Commission paritaire : 63922  
• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

# La droite plastronne, l'extrême droite bastonne

● Riposter unitairement aux provocations racistes et fascistes, c'est défendre le mouvement ouvrier. C'est lui permettre de se battre en toute indépendance contre la politique d'austérité du gouvernement

**L**a matraque et le mépris » ce titre à la une du *Quotidien de Paris* ne date pas de la grève des mineurs de Carnaux, il concerne la manifestation organisée par la trop fameuse « coordination étudiants-enseignants », mercredi, à Paris. Ils étaient près de 15 000 à avoir répondu à l'appel de toutes les forces réactionnaires et fascistes de l'université. C'est à la fois beaucoup et peu. Peu, si l'on considère qu'il s'agissait d'une montée nationale. Beaucoup, quand on pense qu'une telle mobilisation aurait été impensable il y a quelques années.

Magnifique démonstration d'apolitisme que ce cortège dirigé par Joseph Comiti, la vieille barbouze du RPR, Bernard Debré et toute la fine fleur réactionnaire des professeurs de droit ! Tout ce beau monde, encadré par les nervis de l'UNI, du GUD et du PFN, se retrouvait derrière le drapeau tricolore pour scander « Mitterrand, fous le camp ».

Le scénario est désormais au point : il s'agit d'utiliser le légitime mécontentement des étudiants contre la réforme Savary pour le tourner contre le vote du 10 mai, contre les organisations ouvrières et, en fin de compte, contre les travailleurs. Une fois de plus, après les démonstrations des petits patrons et des petits commerçants, la droite et l'extrême droite tiennent la rue, occupent le devant de la scène politique.

Cette offensive n'a aucune raison de s'arrêter, elle ne pourra même que se développer. Les partis de droite s'efforcent de regagner toute une fraction des

couches moyennes qui avaient voté à gauche lors de l'élection présidentielle et qui n'ont trouvé, du côté du mouvement ouvrier, aucune solution à leurs problèmes. Dès lors, le mécontentement de ces couches est à la mesure de l'audace dont elles avaient fait preuve en votant à gauche. Et l'on voit l'extrême droite, jusqu'à présent totalement isolée, commencer à capter leur désarroi. Certes, le fascisme ne possède encore aucune base de masse et la droite ne prépare aucun coup de force suicidaire contre la nouvelle majorité. Elle préfère jouer sur le temps, user la crédibilité du gouvernement et le discréditer par une série de harcèlements et de mobilisations ponctuelles.

Cette offensive de la droite et de l'extrême droite était prévisible, et le gouvernement en porte la responsabilité. Comment a-t-il pu croire une seconde que les revanchards du 10 mai allaient tolérer une majorité PS-PC sous prétexte que celle-ci acceptait de se plier à tous ses diktats ? C'est l'inverse qui s'est produit. Encouragée par les capitulations de la gauche, la droite a trouvé un second souffle et n'est prête à faire aucun cadeau. Et cela d'autant plus qu'elle ne rencontre aucun obstacle à son offensive. Les étudiants de gauche, comme les travailleurs, sont paralysés par la politique gouvernementale, mais ils ne veulent pas, pour autant, le retour des Chirac et des Ponia. Ils craignent que leurs luttes ne fassent le jeu de cette droite, battue le 10 mai.

C'est dans ces conditions qu'il importe, aujourd'hui, pour les

travailleurs, de reprendre conscience de leur force en se mobilisant massivement contre l'adversaire commun. Reprendre la rue, ne plus tolérer les provocations racistes et fascistes, c'est défendre le mouvement ouvrier, et non défendre la politique du gouvernement. C'est le moyen de débloquent la situation et de permettre à la classe ouvrière de se battre en toute indépendance contre la politique d'austérité.

Les partis qui soutiennent le gouvernement l'ont bien compris qui refusent, jusqu'à ce jour, d'organiser la moindre riposte à l'offensive réactionnaire en cours. C'est cette passivité qui fait le jeu de la droite et risque de transformer la victoire du 10 mai en un échec retentissant pour tous les travailleurs.

Aujourd'hui, imposer le changement et une véritable politique

anticapitaliste, c'est lutter contre le plan Delors, c'est aussi, et en même temps, rassembler toutes les forces ouvrières contre la droite et les groupes fascistes. La LCR entend bien poursuivre ce double objectif, certaine d'être comprise par des milliers de militants communistes, socialistes, syndicalistes qui n'acceptent plus de contempler passivement un tel gâchis.

Alain Krivine

Manifestation du 24 mai, derrière les toges les cocktails-molotov...



## Trois réunions unitaires

Depuis le 10 mai, deux réunions unitaires se sont déjà tenues au siège de la Ligue des droits de l'homme, regroupant, outre la LDH, le PC, le PS, le PSU, la LCR, la CGT, la FASP et le SNJ. On notera l'absence répétée de la FEN et de la CFDT.

Au cours de ces réunions, la LCR a renouvelé ses propositions d'une riposte unitaire de masse dans la rue. Mais malheureusement, jusqu'à présent, elle s'est retrouvée seule avec ces propositions. Ce qui l'a amené à organiser la manifestation du 18 mai. Certes, toutes les organisations présentes ont affirmé être préoccupées par la remontée de la droite et de l'extrême droite, mais l'argument essentiel avancé contre nos propositions est la crainte de ne pas pouvoir mobiliser suffisamment de monde dans une manifestation ou alors, comme l'avancent le PS et le PSU, de « tomber dans la provocation de la droite » en « donnant trop d'importance à ses mobilisations ». Le PSU allant même jusqu'à craindre qu'une manifestation de riposte risque d'apparaître comme une initiative tournée contre les petits commerçants et les étudiants.

Enfin, le PC a proposé qu'on se mette d'accord sur une déclaration commune et l'envoi d'une délégation auprès de Mauroy, quitte à envisager une mobilisation de rue en cas de nouvelle provocation de la droite. De toutes ces discussions, il ressort que les organisations ouvrières ne veulent pas aujourd'hui de mobilisation réelle, malgré leur déclaration d'intention, et c'est cela qui est grave. Une nouvelle réunion est convoquée ce mercredi 25 mai, et à l'heure où nous bouclons ce journal, nous n'en connaissons pas encore les résultats. La LCR n'est pas contre une déclaration commune, à condition qu'elle appelle à la mobilisation des travailleurs. Une telle prise de position serait déjà un levier pour organiser l'action, même si nous jugeons totalement insuffisant d'en rester là. La lutte contre l'extrême droite et le racisme n'est pas une affaire de police, c'est aux travailleurs de la mener à bien. En tout état de cause, le mécanisme est engagé, et c'est aux militants des partis de gauche et des syndicats d'intervenir pour que s'organise la riposte nécessaire contre le danger commun.

C. B.



## ETUDIANTS

# La droite gagne la première manche ...par forfait

● Les organisations réactionnaires et fascistes ont pu, le 24 mai, occuper le devant de la scène, faute d'une mobilisation à gauche qui reste à construire

**L**E 24 mai, pendant que Savary présentait sa loi au Parlement, trois manifestations se déroulaient dans Paris. L'une appelée par la coordination nationale, dans laquelle ne se retrouvent plus que les organisations de droite, une autre convoquée par des « indépendants » à Jussieu, et enfin le cortège de l'UNEF-ID.

Les « indépendants » à force de ne pas vouloir choisir, n'ont pas résisté à la polarisation gauche-droite qui a suivi la démobilité étudiante, ces dernières semaines. Ils étaient à peine quelques centaines.

L'UNEF-ID quant à elle a rassemblé, derrière la banderole des comités des « Etats généraux », quelque trois mille étudiants. Un résultat bien faible pour une montée nationale.

C'est donc bien la droite qui a marqué la journée du 24 mai, par l'importance de son cortège et par les actions de rue qui l'ont suivi, durant la nuit. Savary a dû tomber le masque de la sérénité pour imposer une procédure d'urgence à l'Assemblée nationale et faire voter sa loi en quelques jours. Tel est le résultat de la pression que la réaction a fait monter, tant au Parlement que dans la rue.

Par la combinaison de ses manifestations et de la présentation de ses mille amendements, l'op-

position a obligé le gouvernement à revenir sur sa promesse de ne pas voter son projet à la va-vite.

Il faut dire que la droite a mis le paquet pour utiliser l'agitation étudiante. Lançant toute sa presse, toutes ses personnalités et l'ensemble de ses organisations, elle a mené rondement sa campagne. De Saunier-Séité à Raymond Barre, en passant par Leroy-Ladurie, ils sont tous intervenus pour reprocher à Savary de n'être pas assez sélectif et élitiste, de maintenir l'université dans le cadre du service public. Dans les universités, l'UNI, le CELF, le CNEF, très discrets sur ces prises de position, ont su utiliser le manque d'enthousiasme pour la politique Savary. La baisse de la mobilisation leur a été bénéfique pour imposer leur initiative. Débordant le cadre des facultés, ils sont allés porter la bonne parole devant les lycées, avec le soutien des organisations prétendument « autonomes » et véritablement réactionnaires d'enseignants.

Voilà l'importance de l'offensive menée vers la jeunesse. Il n'y a rien eu de comparable, à gauche, pour prendre le contrepied de cette offensive. Ainsi, la manifestation de l'UNEF-ID, qui ne s'appuyait pas sur une authentique mobilisation, n'a pas pu apparaître pour la grande masse du milieu comme une échéance crédible de mobilisation. Elle a refu-

sé de bouger, appréciant l'initiative de l'UNEF-ID comme une stricte opération d'appareil, peu claire sur la question des revendications et la réforme.

Entre une droite qui mène activement bataille et une gauche qui soutient plus ou moins ouvertement la réforme Savary, la grande masse des étudiants a préféré s'abstenir. Pour elle, la perspective de la mobilisation et de descendre dans la rue signifie s'associer aux menées de la droite. Les attaques de cette dernière ont été telles que seuls dans les endroits où une mobili-

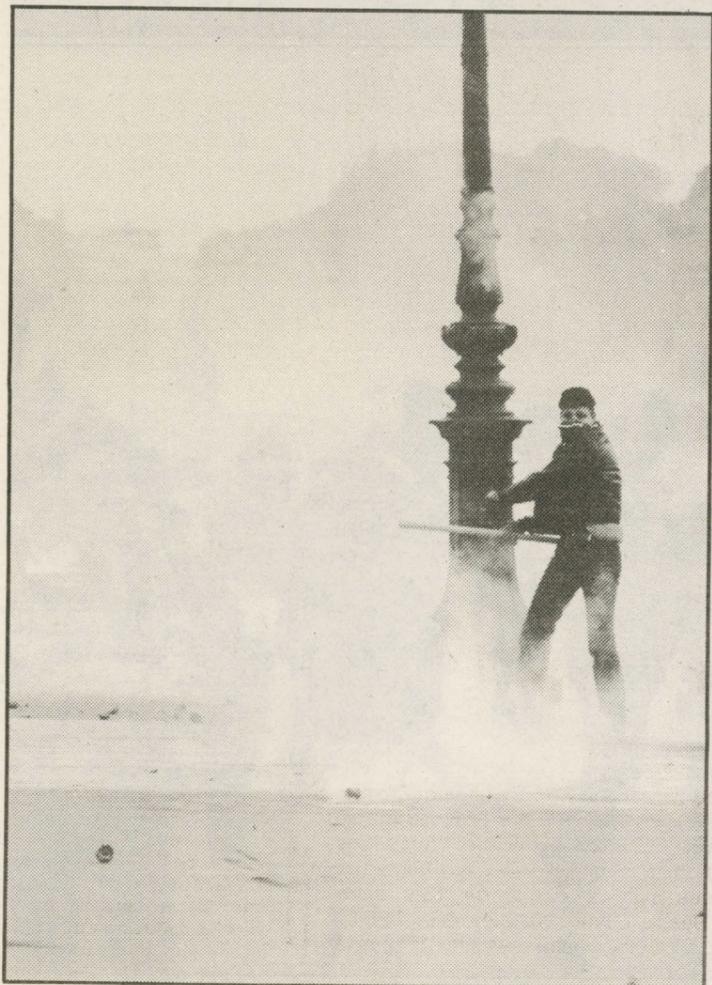
sation en profondeur a clarifié le fond de la réforme, les étudiants ont accepté de la remettre en cause.

L'exemple le plus significatif est sans doute la fin de la grève générale de médecine. Alors que la majorité des étudiants ont estimé par vote à bulletins secrets que le texte de compromis est mauvais, ils ont accepté d'arrêter leur mouvement, en raison de l'absence de soutien à leur lutte, et par peur d'être assimilé aux opérations de la droite. Aujourd'hui, tout en retournant en cours, ils continuent à se rendre

massivement aux assemblées générales pour discuter des perspectives à la rentrée, et de la constitution d'« associations », véritables organisations syndicales de masse.

Face à la réforme Savary, la droite, sans nul doute, a eu l'avantage dans la rue. Il faudra pour la lui reprendre, durant les mois qui viennent, que dans les facultés le débat sur la réforme et sur les revendications s'impose, contre toutes les opérations politiques. C'est la bataille de la rentrée universitaire.

Serge Emery



## SECURITE SOCIALE

## Mitterrand dément Bérégovoy

● En pleine ascension de la Roche de Solutré, Mitterrand recule sur le projet Bérégovoy de ticket modérateur pour les opérations chirurgicales de moyenne gravité

**E**n ce dimanche de Pentecôte, lors de son pèlerinage à la Roche de Solutré, Mitterrand décida donc que le coup de bistouri pour les appendicites et autres amygdalites ne coûterait pas plus cher aux assurés sociaux. Bérégovoy en est pour ses frais quant à ses « hypothèses de travail ». Celui en qui d'aucuns voyaient une stature de premier ministre s'est vu ainsi désavoué par celui que *le Canard enchaîné* appelle délicieusement Tonton. Il ne s'agit pas pour l'homme de la « force tranquille » de tenter un bond dans les sondages qui s'obstinent à donner sa popularité en baisse. Derrière cette dominicale décision, il y a une position politique à double sens.

D'abord, Mitterrand a enregistré le tollé de la gauche. Maire et Krasucki trouvaient les mêmes accents que Lajoie pour protester. La vigueur apparue pour dénoncer la rigueur était d'ailleurs surprenante, car n'avaient-ils pas laissé passer le forfait hospitalier avec beaucoup plus de discrétion ? Il n'empêche, cette fois, c'était trop. La première page de *l'Humanité* du vendredi 20 mai ne faisait pas de doute : « *La Sécurité sociale en cause* », annonçait le quotidien du PC. Il y avait matière à une crise dans la majorité du 10 mai. Tonton (puisqu'il faut l'appeler ainsi) l'a vu, en homme politique plus avisé que

Mauroy et ses ministres. Il sait, lui, que ses partenaires du PS, du PC, de la CGT et de la CFDT peuvent admettre qu'on rogne sur la Sécu, pas qu'on l'achève.

Ce sujet est d'autant plus sensible que les états-majors syndicaux préparent pour la rentrée l'élection de leurs représentants aux conseils d'administration de la Sécu, suffrage pour lequel voteront 22 millions de personnes. Pas de quoi badiner avec le sujet.

Au-delà, l'ensemble des assurés sociaux ont fait la preuve, par le passé, que leur union est souvent réalisée pour la défense de la Sécurité sociale. C'était vrai à la veille de Mai 68, quand en 1967, une grève unitaire de 24 heures fit partiellement reculer de Gaulle, qui n'avait pas connu une si vive opposition ouvrière depuis son coup d'Etat de 1958. Et cette fois, ces réactions étaient d'autant plus prévisibles que les mesures Delors s'appliquent en ce moment même, avec un effet cumulatif qui leur donne une brutalité difficilement supportable. Mitterrand, en homme dont le souci est de durer, a flairé la poudre, et a refermé le couvercle du baril...

Un second aspect est à considérer de près. Mitterrand-président intervient, magnanime, pour bloquer une mesure grosse de réactions populaires d'hostilité. Ce faisant, il avalise publique-

ment les autres décrets et ordonnances de son gouvernement, touchant le forfait hospitalier aussi bien que la ponction fiscale. Il se mouille personnellement dans le plan d'austérité Mauroy III.

La grâce présidentielle a donc touché l'emprunt forcé, le 1 % et autres augmentations des tarifs publics. L'appellation plan Delors devient caduque, car Tonton s'en est mêlé avec éclat et publiquement. Cela prouve une chose : l'ombre de la menace d'une mobilisation des travailleurs en défense de la Sécurité sociale fait peur à Mitterrand, et implique un recul de sa part. Pensez alors si, à la place de l'ombre, il y avait eu le corps entier ! Si, au lieu de molles protestations, l'ensemble des partis qui se réclament des travailleurs, les syndicats ouvriers avaient protesté avec la

même conviction, il n'y aurait pas eu de plan Delors !

C'est la seule conclusion à tirer de l'ascension de la Roche de Solutré par le vainqueur de feu Giscard. Mais elle est de taille, et montre combien ce régime est sensible à la mobilisation populaire. Ne pas l'organiser apparaît dès lors comme un crime anti-ouvrier. A ceux qui doutent et s'interrogent, le pas en arrière de Mitterrand ne peut qu'être un encouragement pour exiger plus, c'est-à-dire le retrait total du plan d'austérité, l'abrogation des ordonnances qui servent les patrons, notamment celles concernant la Sécurité sociale.

Il faut que cette leçon de choses devienne un encouragement à l'action pour les revendications, contre l'austérité gouvernementale.

Jean Lantier



### PTT Toujours des luttes dans les centres de tri

Les luttes ne cessent pas dans les centres de tri PTT. Contre la dégradation des conditions de travail et les suppressions de postes contenues dans le budget du ministre Mexandeau cette année.

Au centre de tri d'Angers, ils en étaient à cinq semaines de grève le 21 mai. Contre la suppression de cinq emplois, ils sont partis en lutte une heure par jour pour les 37 heures en jour, les 32 heures en nuit, à l'appel des trois sections syndicales CGT, CFDT, CGT-FO. Grève massive suivie à 80 %.

Après avoir refusé toute négociation, la direction envoie, le 5 mai, une lettre à chaque postier. S'appuyant sur les instructions du ministre, elle justifie son refus de toute négociation accompagnée d'une mise en garde solennelle à l'adresse des grévistes : « *Les mouvements en question se traduisent par une détérioration importante de la qualité du service, ils peuvent laisser penser que la Poste est dans l'incapacité d'assumer correctement sa mission de service public...* » Elle rappelle au passage la loi gaulliste de 1963, que le ministère a sortie de ses cartons pour menacer les postiers de sanctions pour grèves hors la loi.

Dans la presse locale, le patronat de Cholet, lui, multiplie les attaques en règle. « *Les entreprises, expliquent les patrons, sont tributaires de la grève des postes. Quelle est la reconquête possible du marché quand ces troubles de fonctionnement altèrent la santé des entreprises pouvant aller jusqu'à la remise en cause de leur existence ? (sic !)* »

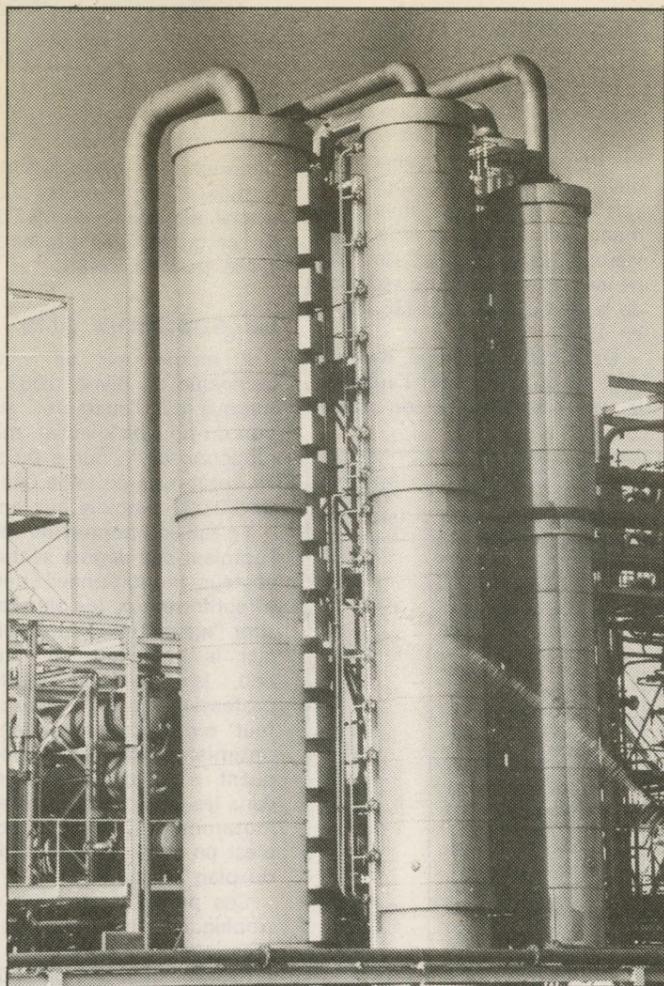
Les postiers ne se sont pas laissés démonter par ces attaques. Ils sont passés d'une heure de grève par jour à une demi-vacation. Cette action, décidée en assemblée générale, voit la CGT s'y opposer en proposant et appliquant pour ses militants le retour à la grève d'une heure. La majorité des grévistes ne manque aucune occasion de lui rappeler que la moindre des choses serait qu'elle respecte la démocratie des AG du centre de tri.

La mobilisation continue donc dans les centres de tri comme à Toulouse où ils ont repris la lutte la semaine dernière après la remise en cause par la direction des accords signés au bout de sept semaines de grève. Même ceux qui suspendent la lutte, comme à Rouen, ou dans la région parisienne, le font avant tout parce qu'ils constatent que les fédérations syndicales les laissent isolés les uns des autres.

Alors que le ministre prévoit des licenciements, et utilise une loi gaulliste contre les mouvements de grève, ce serait pourtant la moindre des choses pour les fédérations CGT, CFDT, FO d'engager une action ferme et coordonnée pour la sauvegarde de l'emploi dans les centres de tri, l'abrogation de toute loi ou règlement antigrève. Les postiers, eux, sont prêts.

Correspondants

## CHIMIE



### COMPLEXE DE LACQ

## Marche pour l'emploi le 1<sup>er</sup> juin

De nombreuses entreprises, la SNEAP, Aquitaine Chimie, Péchiney Noguères, Aquitaine Total, la centrale EDF, les entreprises de sous-traitance (plus d'une centaine), sont touchées par les plans de restructuration du complexe de Lacq. Plusieurs centaines d'emplois menacés sur les 10 000 qui font vivre 40 000 personnes dans le Béarn. L'intersyndicale CGT-CFDT-FO-FEN organise une marche pour l'emploi mercredi 1<sup>er</sup> juin à Pau.



## CHOMAGE

Les perspectives catastrophiques du 9<sup>e</sup> plan

À la fin mars 1983, 2 017 092 demandeurs d'emploi étaient inscrits à l'ANPE, soit 53 613 de plus en un an (2,7 %). La progression du chômage s'est ralentie; mais cette quasi-stabilisation a été obtenue au moyen de mesures spécifiques (contrats de solidarité et stages pour les 16-18 ans): le nombre d'emplois, lui, a baissé de 0,2 % en 1982.

Le chômage va encore plafonner quelques mois; ensuite les effets du plan d'austérité se feront sentir et il faut s'attendre pour la fin de l'année à un nombre de chômeurs compris entre 2 150 000 et 2 250 000.

## Les grandes tendances des années récentes

Le tableau détaillé ci-contre permet de suivre l'évolution de l'emploi. L'un des principaux résultats est le suivant: alors que pendant les années 1973-1980 il y a eu quand même 54 000 créations d'emploi en moyenne chaque année, les dernières années 1980-1983 sont marquées au contraire par d'importantes suppressions nettes d'emploi: 79 000 par an.

Le tableau fait également apparaître les grandes tendances suivantes.

- Les suppressions d'emplois dans l'agriculture se poursuivent au même rythme de 50 à 60 000 par an.

- L'emploi diminue dans l'industrie. Il n'y a eu de créations d'emplois que dans les secteurs de l'électro-nucléaire et de l'aéronautique. Sur les dernières années, entre 1980 et 1983, le rythme des suppressions d'emplois s'est considérablement accéléré: 170 000 par an, notamment dans l'automobile, la fonderie, le matériel électronique

professionnel, la mécanique, le textile, le cuir...

- Les créations d'emplois se trouvent dans les secteurs de services, mais cette source se réduit presque de moitié entre 1980 et 1983.

- Le secteur public continue à contribuer à la création d'emplois notamment en 1982 (80 000 emplois). Mais l'austérité budgétaire va évidemment ralentir ce phénomène favorable.

- La dégradation dans le bâtiment a été nette entre 1973 et 1980: elle s'est ralentie depuis. Mais les perspectives restent sombres.

- Sur toute cette période, la productivité du travail horaire augmente dans l'industrie de 4,6 % (entre 1973 et 1980), c'est-à-dire à une vitesse bien supérieure à celle de la production. Mais la productivité ralentit dans le secteur tertiaire qui reste donc créateur net d'emplois.

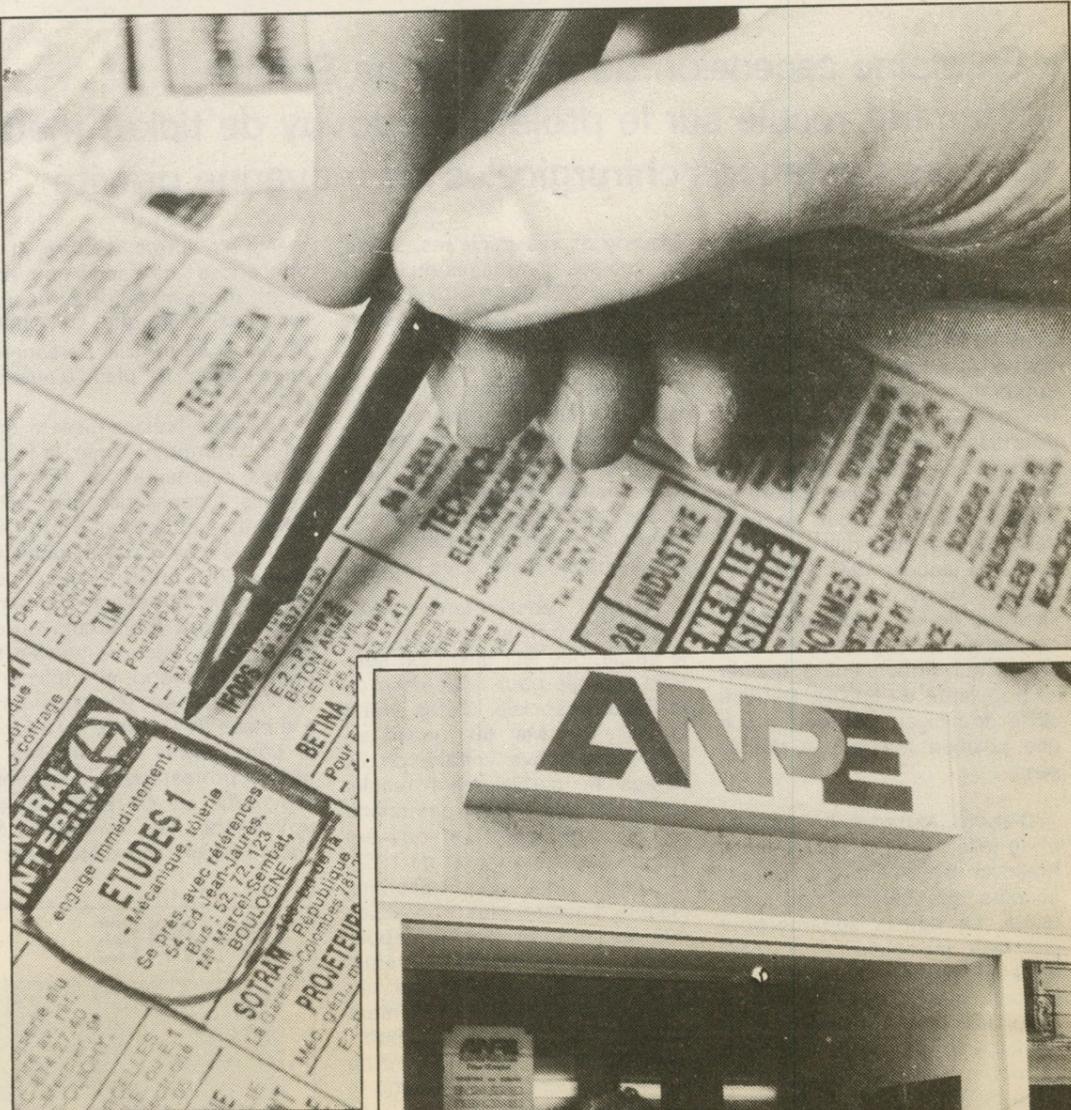
Les exercices de projections de l'emploi sont un exercice délicat, la précision des chiffres est très relative, mais les enseignements qualitatifs sont d'une grande clarté.

On va comparer les résultats obtenus à partir de deux scénarios, l'un optimiste, l'autre pessimiste.

## Le scénario rose

C'est le scénario AZ de référence dans la préparation du IX<sup>e</sup> plan. Il est délibérément optimiste: reprise de la croissance mondiale, rétablissement du profit, et surtout reprise de l'investissement, en vue de remplacer les vieux équipements et de compenser une importante réduction de la durée du travail (35 heures en 1986).

Dans cet avenir rose, d'ores et déjà rendu caduc par l'austérité, le pouvoir d'achat du salaire



augmente, et donc la consommation. C'est pourquoi, l'emploi global augmente de 75 000 par an, ce qui est plus que les 55 000 de la période 73-80.

## Le scénario gris

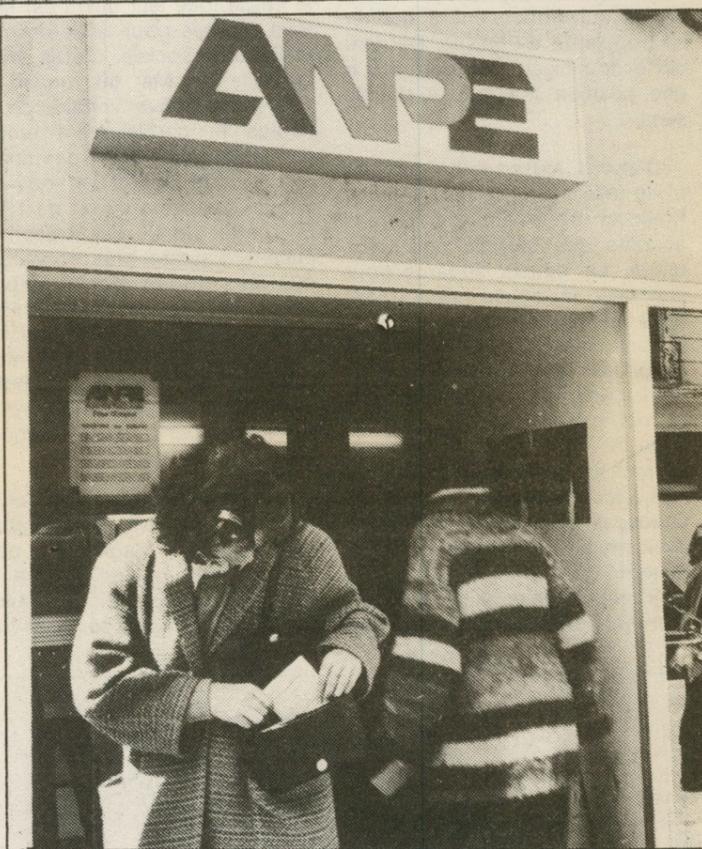
Il repose sur un « compte technique de février 1983 » bien marqué par l'austérité: stagnation du pouvoir d'achat, moindre réduction de la durée du travail. Au total, cela entraîne une perte de 50 000 emplois par an!

Le tableau permet de mesurer l'ampleur des dégâts secteur par secteur. Proportionnellement aux effectifs totaux, les plus touchés sont l'agriculture, l'automobile, le cuir, les matériaux de construction, les matériels électriques professionnels et la sidérurgie. Il faut remarquer aussi le relatif optimisme du scénario gris quant à la création d'emplois dans les services aux entreprises (notamment l'informatique): c'est un chiffre bien ambitieux du plan électronique!

Ces perspectives sont catastrophiques: aux 100 000 suppressions d'emplois, il faut en effet ajouter au moins 100 000 emplois nécessaires pour répondre à l'arrivée des jeunes sur le marché du travail.

Cela ferait sur les cinq années du IX<sup>e</sup> plan, un accroissement de un million du nombre de chômeurs, qui passerait ainsi de 2 millions aujourd'hui à 3 millions en 1988!

Comment un tel gaspillage peut-il se produire? Il y a de nombreux besoins insatisfaits: pourquoi ne crée-t-on pas les emplois nécessaires pour y répondre? Pourquoi le système économique actuel transforme-t-il une richesse potentielle, le



travail de 2 millions de personnes, en calamité sociale?

Il y a en effet, trois moyens simples de réduire le chômage: — on peut produire plus de biens ou de services; — on peut réduire la durée du travail; — on peut ralentir la productivité.

Chacun de ces moyens vient se heurter à la logique capitaliste. Le capital ne produit pas en fonction des besoins; il produit (et donc embauche) en fonction des perspectives de profit et de compétitivité vis-à-vis de la concurrence. Le blocage de la production, et le chômage qui en est la conséquence, proviennent donc fondamentalement d'un blocage des mécanismes de création du profit.

Les deux autres possibilités (réduction de la durée du travail ou ralentissement de la productivité) ne sont acceptables à la rigueur par le capitaliste que si celui-ci obtient une compensation en termes de salaires laissant inchangés ses coûts de production. Sinon, et c'est la loi de la concurrence capitaliste, le patron vendra moins et risquera même... de licencier.

Mais, il s'agit alors d'un partage au chômage. Et même cette solution apparemment « réaliste » reste d'une certaine manière instable et utopique, si elle ne s'appuie pas sur un rapport de forces puissant en faveur des travailleurs.

Sinon, et c'est la leçon du passage aux 39 heures, les patrons, loin de réaliser une embauche proportionnelle, profitent de l'occasion pour rogner sur des avantages acquis (pauses, primes de rendement, ...) et imposer un surcroît d'intensification du travail.

Il n'y a donc pas de solution simple au chômage dans la phase de longue récession du capitalisme. Ce dernier ne peut tolérer que des solutions artificielles: elles consistent toutes en fin de compte à partager les effets du chômage entre les travailleurs. Temps partiel, réduction du salaire, retraites anticipées, etc., avec éventuellement un habillage idéologique approprié (« révolution du temps choisi » (sic) de Delors, etc.) ne sont que les caches-misère d'un système fondamentalement absurde.

Maxime Durand

Variations d'emplois (moyenne annuelle) Source: INSEE	1973-1980	1980-1983	Scénario « rose » 1983-1988	Scénario « gris » 1983-1988
Agriculture	-61 000	-45 000	-64 400	-53 100
Ind. agri. et alim.	-2 100	-3 400	-2 100	-9 400
Combustibles	-4 500	1 200	2 600	500
Pr. pétroliers	-400	-2 200	-1 600	-2 700
Electricité	2 500	3 200	3 700	4 200
Sidérurgie	-6 200	-3 000	-2 000	-3 900
Non ferreux	2 000	1 000	500	1 300
Mat. de construc.	-4 300	-5 500	400	-5 800
Verre	-700	-1 400	500	-100
Chimie	-1 800	-9 800	-3 600	-4 100
Fonderie	-7 800	-25 800	-6 900	-14 600
Papier carton	-2 200	-5 600	-3 900	-3 300
Caoutchouc	-600	-1 200	7 800	2 200
Mécanique	-8 500	-16 200	10 200	5 700
Mat. électr. prof.	1 800	-24 300	-13 200	-13 800
Equip. ménager	-2 300	-11 000	-3 500	-3 800
Automobile	300	-28 800	-3 100	-15 800
Constr. nav. aéro.	-200	600	200	300
Parachimie	600	-1 700	1 300	-2 600
Textile	-25 500	-17 500	-5 900	-10 100
Cuir	-3 400	-4 100	-1 300	-3 300
Bois meubles	-2 700	-10 100	-1 400	-6 300
Presse-edition	-1 900	-900	2 700	-2 500
Bâtiment	-23 000	-2 900	1 900	-22 000
Commerces	18 200	8 800	25 200	-6 700
Réparation com. auto.	5 900	3 500	18 300	6 100
Hôtels-café-restaur.	3 400	2 100	900	-9 100
Transports	4 500	-13 200	-5 700	-14 000
Télécommunications	10 100	6 600	8 600	8 600
Services entreprises	32 000	17 300	17 800	41 900
Services particuliers	73 500	48 700	43 200	14 500
Assurances	2 600	10 600	4 900	2 200
Banques et org. fin.	9 700	2 100	1 500	300
Immobilier	2 200	2 000	2 200	1 700
<b>Agriculture</b>	<b>-61 000</b>	<b>-45 000</b>	<b>-64 400</b>	<b>-53 100</b>
<b>Industrie</b>	<b>-67 900</b>	<b>-170 800</b>	<b>-18 700</b>	<b>-88 600</b>
<b>Bâtiment</b>	<b>-23 000</b>	<b>-2 900</b>	<b>1 900</b>	<b>-22 000</b>
<b>Services, com., transports</b>	<b>162 100</b>	<b>86 500</b>	<b>116 900</b>	<b>45 500</b>
<b>Services publics</b>	<b>44 100</b>	<b>53 300</b>	<b>39 200</b>	<b>17 800</b>
<b>Total</b>	<b>54 300</b>	<b>-78 900</b>	<b>74 900</b>	<b>-100 400</b>

# CFDT : de nombreux syndicats contre l'austérité

• Le 26 mai, E. Maire voulait parler d'autre chose et refuser toute mobilisation unitaire

**C**E 26 mai, la « journée d'action » confédérale de la CFDT est le résultat, et le révélateur, des contradictions qui agitent de plus en plus la deuxième centrale syndicale française. Non prévue par la direction, elle fut une concession faite aux diverses interventions critiques du dernier conseil national.

« Nous avons eu satisfaction sur la nécessité de développer l'action », écrit le secrétariat fédéral d'Hacuitex dans l'éditorial de son mensuel du mois de mai. Mais les dirigeants d'Hacuitex ajoutent aussitôt qu'ils refusent les limites fixées par la direction confédérale : dans leur fédération, l'action aura lieu « sur nos revendications en matière de réduction du temps de travail, mais aussi de salaires ». La direction fédérale rappelle, dans le même numéro, la plate-forme revendicative où on peut lire, notamment : « salaire minimum de 4 300 F » et « réduction du temps de travail, au plus vite 35 heures, avec un horaire restant dans le cadre de la semaine et sans perte de salaire... ».

Dans le même conseil national, le représentant de la région Basse-Normandie soulignait, dans le même sens : « Les travailleurs sont encore les victimes du plan d'austérité (...) Il faut aller vite aux 35 heures. La confédération a une part de responsabilité dans les difficultés d'avancer vers cet objectif. Laisser la rue aux adversaires du changement n'est pas une attitude responsable. Des journées nationales d'action sont nécessaires. (1) » Le porte-parole de la fédération gaz-électricité reconnaissait que « les ponctions successives sur le pouvoir d'achat des salariés, l'absence d'objectifs

sociaux... le silence sur la réforme de la fiscalité, provoquent de plus en plus la grogne chez les travailleurs ». De même, celui des collectivités locales (interco) estimait que « le plan de rigueur est mauvais non parce qu'il lui manque un volet social, mais parce que sa logique économique et financière est anti-sociale ».

## Gros remous

Ce phénomène de critique atteignait donc des fédérations plutôt critiques vis-à-vis de la politique confédérale, comme les banques ou les finances, mais aussi bien d'autres. Parmi elles, l'union régionale parisienne CFDT, dont le représentant devait bien se faire l'écho de la volonté manifestée — lors de ses réunions — par une écrasante majorité des structures syndicales. Il diminuait la portée de ses propos au maximum mais avouait : « Nos responsabilités sont importantes. Nous ne pouvons pas laisser FO polariser le mécontentement. »

Devant ce véritable tir de barrage, pour dégager une large majorité, la commission exécutive confédérale acceptait l'idée d'une journée d'action et de grève fixée ce 26 mai. Elle en faisait une journée de la seule CFDT et lui donnait, cependant, un tout autre contenu que celui souhaité par de très larges secteurs de la CFDT.

Le communiqué de presse de l'union régionale parisienne le précise : « Les sections d'entreprise vont débattre avec les travailleurs et travailleuses de l'utilisation des contrats de solidarité liés à la diminution de la durée du travail, des

fonds de solidarité pour l'emploi, et vont intervenir auprès des directions de leurs entreprises pour l'ouverture des négociations. » C'est l'opposé de ce qu'exigeait, au conseil national, le représentant d'Hacuitex : « L'orientation confédérale sur la négociation a eu pour effet de mettre l'action au second plan. (...) Notre objectif de "nouvelles solidarités" n'est pas mobilisateur auprès des travailleurs, et nous constatons, d'une part, que les écarts entre professionnels continuent de se creuser du fait du renvoi de l'action au niveau des branches sans initiative d'ensemble et, d'autre part, que les plus démunis ont le moins de possibilités de se mobiliser. »

« Nous demandons à la confédération de prendre des initiatives d'action et de cesser de tout vouloir régler de façon décentralisée, car cela accentue les inégalités au lieu de les réduire. »

Ainsi, l'écart se creuse entre les exigences de très nombreux syndicats et les dernières propositions confédérales. Cette réalité ne pouvait qu'apparaître publiquement : dans plusieurs villes, comme dans la région parisienne, de nombreux syndicalistes voulaient utiliser la « journée » du 26 pour affirmer publiquement leur rejet du plan d'austérité et leur volonté de mobilisation unitaire.

## Deux voies

Cela a eu des traductions diverses. Certains, devant le cadre proposé par la confédération, ont eu une démarche de mobilisation pour les objectifs revendicatifs accompagnée d'une critique publique de l'ab-



Edmond Maire recherche-t-il dans ses souvenirs ce que signifie l'expression « grande action unitaire » ?

sence de réelle mobilisation. C'est le cas de la CFDT de Renault-Flins, dans un tract : « Peu de monde croit à la réussite du plan d'austérité. D'où les bruits d'un tour de vis supplémentaire (...) Nous sommes dans un cercle vicieux dont il faut sortir. Une mobilisation d'ensemble est indispensable. La CFDT de Renault-Flins a demandé que les organisations syndicales se mettent d'accord pour une action unitaire d'avertissement. Nous regrettons qu'il n'y ait pas eu de suite au-delà d'une manifestation commune le 1<sup>er</sup> Mai... ! En attendant, les appels séparés à des mouvements et manifestations séparés où chaque organisation se donne bonne conscience n'avancent à rien. »

D'autres ont eu des réactions différentes, telle la fédération PTT : sentant l'importance du mécontentement, elle a retenu la proposition d'une grève de 24 heures ; mais a maintenu une plate-forme revendicative tournant pour l'essentiel le dos à ce qu'attendaient de nombreux syndicats. Ceux-ci, cependant, ont le plus souvent maintenu leur projet de rendre évident, le 26, leur rejet des mesures d'austérité. Tel est le cas dans la région parisienne où cela se traduit, finalement, par un appel à manifester de la gare de l'Est jusqu'à la Bourse du travail, où un « rassemblement » est organisé par l'URP.

Celle-ci, qui savait parfaitement quelle était l'attente de beaucoup de syndicats, a préféré diminuer l'importance de cette manifestation par tous les moyens pour ne pas y entendre trop fort des slogans jugés

« contraires à la ligne confédérale ». Mais elle a cependant légitimé, dans son propre communiqué de presse, la démarche de ceux qui voulaient manifester...

Pour ceux qui avaient décidé d'être dans la rue, aucune ambiguïté n'était de mise : ils partageaient l'analyse de la journée faite par la section CFDT de Flins. Les conditions de division et la présentation faite par la confédération tournaient le dos aux besoins des travailleurs. Mais ils voulaient, dans la rue, faire apparaître les aspirations qui sont aujourd'hui celles des travailleurs.

D'où les mots d'ordre, « contre le plan d'austérité, imposons nos revendications, 35 heures sans perte de salaire, création d'emplois, réforme de la fiscalité, maintien du pouvoir d'achat », avancés par plusieurs syndicats et unions départementales pour appeler à cette manifestation.

Malgré la direction confédérale, sans créer d'illusions sur la possibilité de faire d'une telle « journée » organisée par la CFDT seule « une réelle riposte » ou une « véritable offensive », ils voulaient montrer le plus nettement possible quelle est la voie de la mobilisation aujourd'hui urgente. Pour regrouper des forces que les directions confédérales de la CFDT, de la CGT, de la FEN et de FO auront de plus en plus de mal à refuser d'entendre.

Pierre Rème

1. Cette citation et toutes les suivantes sont extraites du compte rendu du conseil national dans « Syndicalisme hebdo » du 12 mai.

## Ils ne voulaient rien entendre

**P**OUR empêcher l'application du plan d'austérité, une action d'ensemble est indispensable, unitaire afin de mettre le patronat devant un rapport de forces que la politique des confédérations ouvrières et de la majorité gouvernementale a trop tendance à lui faire oublier. Mais, approfondissant la crise du mouvement syndical, les directions confédérales choisissent de relayer la politique de collaboration de classes dans laquelle s'enferment le PS et le PC. Elles restent incapables, aujourd'hui, de proposer une autre voie alors que cette politique, manifestement, conduit à l'échec.

Contre l'échec, contre la montée du chômage, pour rejeter les mesures d'austérité et mettre les revendi-

cations à l'ordre du jour, de plus en plus de syndicalistes présentent leurs exigences au sein de leurs organisations, se faisant l'expression des travailleurs.

Aucune des « journées » organisées ces dernières semaines ne répond à leur attente. Ni celle de Force ouvrière, le 18 mai dernier, dont le retentissement a été beaucoup plus limité que ce que Bergeron en espérait. Ni celle de la CFDT le 26 mai. Elles sont tout au plus des concessions faites par la bureaucratie syndicale devant le mécontentement de « la base ».

Mais la façon même dont cette base syndicale, souvent, a réagi montre que les directions confédérales auront du mal à rester sourdes

très longtemps : la journée du 26 a été, dans de nombreux endroits, l'occasion d'affirmer une autre orientation que celle souhaitée par la direction confédérale CFDT...

Cela a avant tout montré que de nombreux militants cherchent à se regrouper, pour présenter une réponse syndicale à la hauteur des revendications ouvrières aujourd'hui. Une réponse qui passe avant tout par la mobilisation unitaire, marquée par une journée intersyndicale interprofessionnelle d'avertissement, rejetant les mesures d'austérité et remettant à l'ordre du jour, dans le même mouvement, les revendications et les objectifs de transformation sociaux pour ne pas subir la crise capitaliste.

P. R.

A l'heure où nous mettons sous presse, il nous est impossible de rendre compte des manifestations et grèves de la journée du 26 mai.

### EN SOUSCRIPTION

PARUTION LE 20 JUNI 1983

GRAINE ROUGE

Jules Fourier

prix public 57 F

La vie d'un peintre en bâtiment originaire de l'Anjou qui adhéra au PC à la fin des années vingt, fut élu député communiste du 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris sous le Front populaire. Responsable de l'agit-prop centrale du parti, courrier de l'Internationale communiste en Espagne, Jules Fourier refusa le pacte germano-soviétique, entra dès le début dans la Résistance avec un groupe de réfugiés espagnols, fut arrêté, torturé, déporté à Buchenwald, Mauthausen puis Gusen. Milita à la Nouvelle Gauche, à l'UGS, fonda le PSU où il adhéra à la tendance socialiste-révolutionnaire pendant la guerre d'Algérie, devint trotskyste, est militant de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la Quatrième Internationale).

Je souscris pour exemplaires à 45 francs + F  
Frais de port : exemplaire x 6 F + Total : F  
Je passerai le prendre à la librairie la Brèche  
9, rue de Tunis 75011 Paris (M<sup>o</sup> Nation).

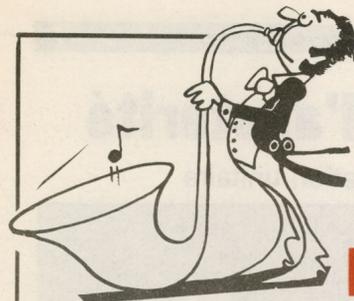
Je souhaite le recevoir à l'adresse ci-dessous.  
Je paierai pour cela 6 francs de port par exemplaire commandé.

Nom : Adresse :  
Prénom :

Chèque et bulletin à retourner à : PEC 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.

1976... contre l'austérité, le chômage.





## Malgré les divergences une volonté d'unité

COMME la campagne des municipales, la fête de Presles était une initiative permettant une apparition centrale unitaire de la LCR et de Lutte ouvrière. Dans les fureurs, le week-end dernier, les camarades de LO tenaient, tout à fait légitimement, à souligner certains divergences, mais sans pour autant poser, selon nous, les véritables problèmes politiques.

Ainsi, qui peut croire que les militants de la LCR sont « contre les comités de grève dès qu'il y a une grève » ? Nous défendons, les uns et les autres, le maximum de démocratie ouvrière et d'auto-organisation. Mais les camarades se soucient-ils autant qu'il convient de construire l'unité de tous les travailleurs ? N'ont-ils pas tendance à faire s'affirmer avant tout les franges les plus combattives au risque de les isoler ?

A nos yeux, la réalisation du front uni des travailleurs passe par une pratique politique donnant aux secteurs et aux travailleurs les plus décidés le rôle de ferment pour une mobilisation d'ensemble. Ce n'est pas facile, certes. Mais la victoire de la classe ouvrière passe par là.

Une telle question, centrale, ne saurait être esquivée dans la discussion publique entre nos deux organisations.

Il en est de même pour la définition des tâches des révolutionnaires dans les syndicats. Une militante LCR de la métallurgie résumait d'ailleurs bien les problèmes : « Je voudrais que les militants de LO, avec qui nous sommes côte à côte pour défendre les comités de grève, soient aussi à nos côtés, tous les jours, quand il n'y a pas de grèves. Pour préparer les luttes, il faut en effet regrouper les militants qui sont prêts à proposer une autre voie que celle de Krasucki ou Maire. Et je regrette que, pour le moment, LO ne participe pas à cette tâche-là, celle de l'affirmation de larges oppositions syndicales. »

Il ne sert en effet à rien de faire comme si « la LCR se soucie des bureaucrates syndicaux plus que des travailleurs ». Dans la réalité, des camarades de LO ont, tout comme des militants de la LCR, une activité et des responsabilités dans les syndicats. La vraie question est donc de savoir si, aujourd'hui, les camarades de LO décident de joindre leurs efforts à ceux des militants qui veulent affirmer, au sein du mouvement syndical, une alternative aux directions confédérales empressées à relayer une politique de collaboration de classes.

Sur la question de l'internationalisme et de la construction

d'une organisation internationale, les discussions ne sont pas moins importantes. Arlette Laguiller a tenu à souligner l'appartenance de Lutte ouvrière « au même mouvement trotskyste », affirmant que son organisation n'est qu'une « tendance » et, de plus, une organisation seulement « française ». Cela suffit, tout le monde le voit, à constater une contradiction : pourquoi rester aujourd'hui hors de la IV<sup>e</sup> Internationale dont LO est issue ?

Cette question se double d'une autre, qui a des conséquences énormes pour la définition des tâches politiques. Lutte ouvrière, en effet, caractérise une série de mouvements du tiers monde comme « nationalistes bourgeois ou petits-bourgeois ». Qui peut soutenir une telle énormité en ce qui concerne le Salvador, le Nicaragua, Cuba ?

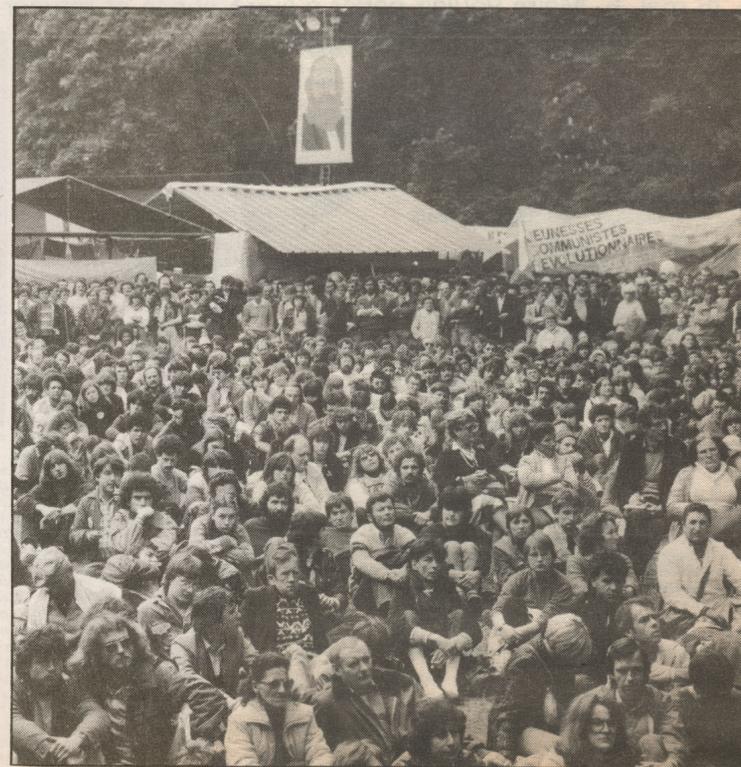
Quant au problème de la construction d'un parti révolutionnaire commun dans notre pays, Lutte ouvrière mêle aussi les propositions concrètes et une sorte de timidité en pratique. Ainsi, comme l'a répété Arlette Laguiller, pourquoi ne pas faire un journal commun, « même s'il devait y transparaître des points de vue différents » ? Mais en même temps, les débats sur nos tâches politiques, nos modalités d'intervention politique resteraient de l'ordre des « divergences qui ne seront tranchées que plus tard par la pratique... ». Or, un journal réalisé par des révolutionnaires a-t-il un autre but que de diffuser les idées, les propositions de ces révolutionnaires ? Pour ce qui est de réaliser un journal où apparaissent les divergences, ne réalisons-nous pas un « quatre pages » mensuel en commun ?

Ce qui est à l'ordre du jour, pour la construction d'un parti en commun, est de constater les accords sur les principes, de les préciser par une analyse précise et concrète sur nos tâches actuelles, pour pouvoir nous adresser ensemble à tous ceux qui, aujourd'hui, ressentent le besoin d'un nouveau parti ouvrier. Ils sont nombreux à vouloir sortir de l'impasse où mènent le PC et le PS !

Des dizaines de forums de débat se sont tenus, regroupant de nombreux participants. Rares ont été ceux où le sectarisme et l'exclusion étaient présents. De nombreuses personnalités (A. Sanguinetti, R. Dumont, B. Tavernier, C. Villers, D. Langlois, Kowalewski, J. Ziegler, D. Singer, B. Lalonde, D. Guérin), de nombreux courants, organisations politiques ont pu débattre, confronter leurs idées, proposer leurs actions. Les désaccords de nos deux organisations n'ont pas empêché, ce week-end, d'orga-

Pierre Rème

# Par milliers à la fête LO-LCR



## «Je suis venu, c'est un rassemblement de l'extrême gauche»

MEME la pluie était au rendez-vous ! Pourtant, elle n'a pas empêché notre fête de se tenir. La richesse politique ne remplaça pas la chaleur du soleil mais contribua à la réussite de cette fête.

« Je ne suis pas à la LCR ni à LO, pourtant je suis venue. C'est le rassemblement de l'extrême gauche. » Cette réflexion de Martine, nombreuse à l'avoir au bout de la langue. Ils font partie des gens qui ne baissent pas les bras devant la politique d'austérité du gouvernement et le renforcement de la droite. Pour Martine, et pour beaucoup d'autres, cette fête a été un point de rendez-vous important. Plus de 30 000 entrées : des personnes qui œuvrent quotidiennement à un véritable changement pour affirmer leur rejet du vieux monde.

Des dizaines de forums de débat se sont tenus, regroupant de nombreux participants. Rares ont été ceux où le sectarisme et l'exclusion étaient présents. De nombreuses personnalités (A. Sanguinetti, R. Dumont, B. Tavernier, C. Villers, D. Langlois, Kowalewski, J. Ziegler, D. Singer, B. Lalonde, D. Guérin), de nombreux courants, organisations politiques ont pu débattre, confronter leurs idées, proposer leurs actions. Les désaccords de nos deux organisations n'ont pas empêché, ce week-end, d'orga-

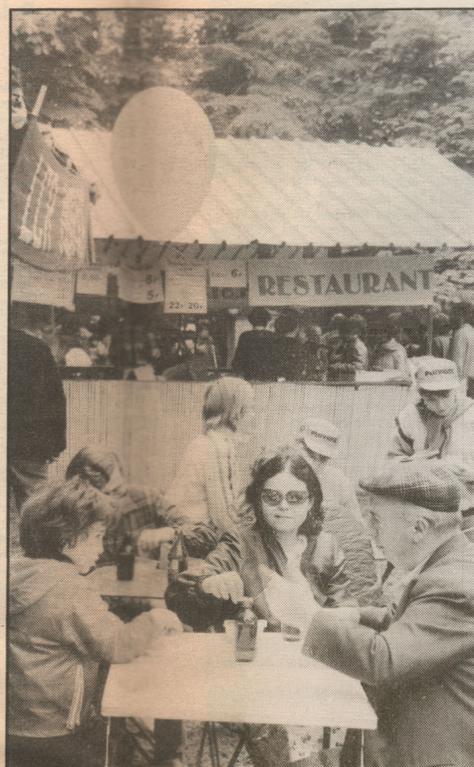
niser un vaste rassemblement où nous avons débattu dans un climat fraternel.

Sans faire un tour de piste culinaire, les possibilités de repas étaient à l'image des stands qui les proposaient : nombreux et variés. On a discuté de la lutte des faïenceries Henriot de Quimper devant une douzaine d'huîtres au stand LCR Bretagne. Ou discuté du redémarrage de la lutte du centre de tri de Toulouse en dégustant une assiette de charcuterie régionale.

Les stands n'étaient pas seulement des restaurants. Nombreux ont été des pôles de discussion, le moyen de rencontrer d'autres militants, d'autres expériences de luttes. Les stands d'entreprises, de régions, ont permis aux travailleurs de se retrouver ensemble dans un autre cadre que la grisaille quotidienne.

Cette initiative a constitué une nouvelle démonstration : après la campagne municipale commune, la fête de Presles, par son caractère unitaire, a permis à des milliers de travailleurs d'exprimer leur opposition à la politique d'austérité. Les militants de LO et de la LCR et bien d'autres ont confronté leurs idées lors d'un week-end où les débats furent nombreux. Espérons que cette collaboration continuera dans chaque entreprise où nous sommes. Car parler c'est bien, agir c'est mieux !

Alain Gwen



Octobre 17, où Hugo Blanco répondait aux nombreuses questions.

Les deux moments forts des trois jours de spectacle étaient Abbey Lincoln, chanteuse de jazz, et Toure Kunda, groupe africain. La voix à la fois grave, chaleureuse, cassante d'Abbey Lincoln a fait entendre le message du peuple noir américain, « le peuple de la rue ». Toure Kunda, dans la joie communiquée au public, l'a fait danser sur des rythmes africains. A noter aussi, la cité du jazz où a alterné du bon et parfois du moins bon.

Cette initiative a constitué une nouvelle démonstration : après la campagne municipale commune, la fête de Presles, par son caractère unitaire, a permis à des milliers de travailleurs d'exprimer leur opposition à la politique d'austérité. Les militants de LO et de la LCR et bien d'autres ont confronté leurs idées lors d'un week-end où les débats furent nombreux. Espérons que cette collaboration continuera dans chaque entreprise où nous sommes. Car parler c'est bien, agir c'est mieux !

## L'actualité du féminisme face à la crise

La lutte des femmes n'était pas seulement présente dans l'allée de la Libération des femmes. Elle faisait également partie des préoccupations de nombreuses et nombreux participants à cette fête. En témoigne l'affluence au stand des Cahiers du féminisme ou aux débats, l'un organisé par la Confédération syndicale des femmes et le MLF-déposé, l'autre par la LCR.

Au stand des Cahiers, le remarquable film vidéo des ouvrières de Bekaert Cokerill servait de base aux discussions sur le travail à temps partiel. De l'avis de ceux qui l'ont vu, un film à faire connaître dans les entreprises, dans les syndicats...

De passage à Paris, des femmes salvadoriennes, du Front démocratique révolutionnaire, sont venues raconter comment la question de la lutte contre l'oppression des femmes a émergé à travers le combat révolutionnaire.

Il faut pourtant regretter qu'à l'exception du MLF-déposé, aucun des autres courants du mouvement des femmes n'ait tenu de stand. Situation qui donnait une image déformée de la réalité du mouvement des femmes en France, image renforcée par les panneaux de la place Octobre 17 où ce courant semblait le seul représentant du mouvement des femmes à la fête.

Cette prétendue légitimité était pourtant contestée dans les débats sur la Confédération syndicale des femmes. Une nécessaire clarification politique s'est faite à partir des questions suivantes : quelle est la réalité de ce syndicat ? Comment se situe-t-il par rapport au mouvement des femmes et au mouvement ouvrier ? Quels sont ses objectifs, ses axes revendicatifs ?

Et si l'assistance était nombreuse à ce débat, les positions développées par les militants tantôt sous le sigle CSF, tantôt sous celui du « MLF » étaient



loin d'avoir son approbation. L'un de leurs mots d'ordre du 1<sup>er</sup> Mai, « Oui à la rigueur, non à l'électrochoc », fut vivement commenté et tourné en dérision. La « subtilité de langage » qui, d'après elles, faisait que « Oui à la rigueur » ne signifiait pas dire oui à l'austérité et à la politique du gouvernement ne fut pas entendue !

Leur hermétisme et leurs ambiguïtés de langage ont finalement fait apparaître, dans le cours du débat, qu'elles avaient peu de choses à proposer concernant les problèmes concrets, la situation actuelle et les attaques envers les droits des femmes : « Notre syndicat est un syndicat d'affirmation de la force des femmes, il n'est pas revendicatif », disaient-elles d'ailleurs. Cependant, elles préoyaient, en guise de lutte contre le chômage, « d'organiser des stages de formation autogérés en informatique et en anglais ». C'est là une bien faible réponse quand on prétend déclarer la « guerre à la crise » et, en tant que femmes, « être capables de la vaincre » !

Et s'il est positif de vouloir, aujourd'hui plus que jamais, réaffirmer la force des femmes, cela ne justifie en aucune façon la création d'un syndicat de femmes, ce qui ne fait qu'accroître la division du mouvement ouvrier, sans bataille pour

qu'il prenne en compte les aspirations des femmes. Par contre, affirmer la force des femmes justifierait de se situer dans la perspective d'un mouvement large, autonome et unitaire de tous les courants du mouvement des femmes. Plusieurs questions furent posées en ce sens, demandant à ces militantes de définir leur position par rapport au mouvement. Elles n'eurent d'autre réponse que la sempiternelle affirmation qu'il y a la CSF et le « MLF ».

Au forum organisé par la LCR, « La lutte des femmes », c'est justement l'actualité du féminisme, la nécessité d'un mouvement large, non mixte, de femmes, et l'importance des luttes à mener contre la crise qui frappe les femmes de manière particulière qui ont fait l'objet du débat. Dommage que les militantes du MLF-déposé n'aient pas cru bon de venir y poursuivre le débat engagé la veille !

Là, une représentante de la Coordination des groupes femmes rappelait le rôle d'impulsion qu'avait eu le mouvement des femmes dans les mobilisations pour le remboursement de l'avortement, dans le débat pour le droit à l'emploi des femmes et contre le travail à temps partiel avec l'organisation des Etats généraux d'avril

## Justice police et liberté



Le premier des grands forums politiques de la fête était consacré à la police et à la justice deux après la victoire de la gauche. Une question cruciale, surtout dans le contexte de crise qui pousse les classes possédantes des pays capitalistes développés à s'en prendre toujours plus aux libertés. A ce débat, avaient été invités Michel Marcus, ancien secrétaire du Syndicat de la magistrature, Claude Katz, vice-président du Syndicat des avocats de France ainsi que deux journalistes, E. Plenel du Monde et V. Brocard de Libération. Malgré le temps menaçant et une température d'automne, plus d'une centaine de personnes attentives y assistèrent.

Christian Piquet devait, au nom de la LCR, introduire le forum, tirant le bilan de l'action gouvernementale et traçant les contours d'une autre logique en matière de liberté et de sécurité. Puis la discussion aborda plusieurs thèmes essentiels : comment analyser le virage « sécuritaire » de la majorité depuis un an : absence de doctrine ou absence de volonté politique ? N'est-il pas aujourd'hui

1982.

Marie-France Casalis, membre du bureau confédéral du Mouvement français pour le planning familial, présentait les luttes de ce mouvement pour le droit à la contraception et à l'avortement. « On a obtenu le remboursement, mais la lutte est loin d'être terminée. Le manque d'équipements, les restrictions de la loi font que de nombreuses femmes sont encore contraintes d'aller avorter en Angleterre. Le MFPP continue la lutte pour la dépénalisation de l'avortement. » Pour elle, « ce combat s'inscrit dans une lutte plus globale pour la libération des femmes à laquelle le MFPP s'associe pleinement ».

Le débat fut également fructueux avec les camarades de Lutte ouvrière, dont l'une des contradictions, et pas des moindres, est de ne pas participer au mouvement des femmes, tout en ayant une politique d'alliance privilégiée avec le MLF-déposé.

A partir de l'accord qu'il était essentiel, face à la crise et aux attaques du patronat, de porter le débat et la lutte pour la libération des femmes dans les organisations du mouvement ouvrier, plusieurs interventions, relatant des expériences, démontaient que participer au mouvement des femmes et mener la lutte dans les syndicats ne s'opposait pas. Contrairement aux affirmations de LO. Mais cela permet de renforcer cette lutte et d'éviter qu'elle passe sous la table. Il était difficile à ces camarades de nier l'évidence : le rôle qu'a joué depuis plus de dix ans, et que continue de jouer, le mouvement des femmes dans la prise en compte par le mouvement ouvrier des luttes et des aspirations des femmes pour leur libération.

Sonia Folloni

nécessaire de dépasser les vieux réflexes et d'intégrer à la lutte pour le socialisme l'existence de puissantes organisations démocratiques de policiers et de magistrats ? Quel serait le rôle et la composition de la police et d'une magistrature indépendante dans une société socialiste ? L'ilotage — préconisé par certains rapports — est-il une forme de lutte contre la délinquance et un moyen de contrôle de la population sur la police ou bien, au contraire, permet-il le fléage généralisé des citoyens ?

S'il permet de cerner quelques désaccords, le débat ne débouche pas sur des réponses précises. Il eut pourtant l'immense avantage de montrer la complexité des problèmes soulevés et l'urgence d'une réflexion approfondie dans ce domaine. Celle-ci ne peut passer que par une large confrontation entre toutes les forces qui se réclament de la démocratie et du socialisme. Presles 1983 n'a fait qu'amorcer ce échange. Il nous appartient de le poursuivre au cours des prochains mois.

A. T.

**SOUTIEN FINANCIER A LA LCR**

Accroître les moyens financiers de la LCR, c'est soutenir politiquement son combat !

De ce point de vue, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces et sur votre aide !

-----

Ci joint le combat de la LCR pour soutenir financièrement

Nom : .....

Prénom : .....

Profession : ..... Adresse : .....

LCR/sympathisant/autre parti : .....

Mention très courte pour le journal

-----

CHEQUES A L'ORDRE DE LA LCR (envoi à Michel Rousseau, 2, rue Richard Lenoir 93108 Montreuil

## Des personnalités très diverses pour débattre du mouvement antiguerre

Quelles formes d'action, quels mots d'ordre, quels axes politiques ? Telles sont les questions posées aujourd'hui au mouvement antiguerre. Pour débattre de ces problèmes, il est rare de voir des personnalités aussi diverses rassemblées autour de la même table. Le public, ce week-end, l'avait compris. Plus de deux cents personnes ont assisté à ce débat.

Notre camarade Jean-Louis Michel, dans son introduction, plaça le mouvement antiguerre devant une simple alternative : transcroître ou déperir. Si tous les participants étaient d'accord sur le premier terme : transcroître, ils ne l'étaient pas sur les moyens pour y parvenir. Pour les camarades Ravenel

du PSU et Penot du CODENE, le mouvement doit être « non-aligné des blocs de l'Est et de l'Ouest ». D. Bensaïd, présent pour la IV<sup>e</sup> Internationale, de vait leur répondre : « Si on entend par non-aligné : indépendant des Etats et des diplomates, je suis d'accord. Sinon, c'est la tarte à la crème, il ne faut pas oublier que le fauteur principal de guerre est l'impérialisme. » Il ajouta que si le mouvement antiguerre voulait s'amplifier, il devait prendre en compte « la présence et la reprise en charge par le mouvement ouvrier et syndical des axes de lutte du mouvement antiguerre ; faire le lien entre les menaces de guerre en Europe et les crimes de guerre ailleurs, par exemple en Amérique centrale ; renouer avec

l'internationalisme, c'est-à-dire la solidarité avec le tiers monde et les mouvements indépendants des bureaucraties à l'Est. »

Après avoir noté les convergences qui existaient entre son mouvement et la LCR, Myriam Bourgba, secrétaire du Mouvement pour la paix, indiqua qu'on ne devait « laisser personne à la porte du mouvement même si ces gens n'ont pas une vision claire de la lutte des classes et du socialisme ».

Antoine Sanguinetti alla dans le même sens. Il expliqua notamment que s'il existait un déséquilibre entre l'URSS et les Etats-Unis, c'était en faveur de ces derniers.

Alain Gwen



## La solidarité réaffirmée pour l'Amérique centrale

Le forum sur la situation en Amérique centrale a été l'un de ceux qui a réuni le plus de participants. La discussion fut introduite par Jean-Pierre Beauvais (LCR) qui a rappelé la signification et les premiers grands acquis de la révolution nicaraguayenne et analysé les objectifs et les effets de l'agression impérialiste.

La camarade Ruth Argandoña, membre de la représentation du FMLN-FDR en France, a ensuite rappelé les grandes étapes du combat salvadorien. Elle a analysé le processus de formation des organisations politico-militaires et des organisations de masse qui sont aujourd'hui à l'avant-garde du combat. Décrivant la situation des zones sous contrôle des révolutionnaires, elle a montré à partir d'exemples concrets ce que pourrait être l'organisation de la société salvadorienne après la

victoire des forces révolutionnaires et populaires.

Notre camarade Hugo Blanco, dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), la section péruvienne de la Quatrième Internationale, a ensuite mis en lumière l'importance des luttes actuelles des peuples d'Amérique centrale et de la Caraïbe pour le reste de l'Amérique latine, au-delà des diversités de situation entre pays du sous-continent.

Puis ce fut au tour de Jean Ziegler de prendre la parole. Le député socialiste suisse, auteur de nombreux ouvrages sur les luttes révolutionnaires du tiers monde, s'est attaché à préciser le caractère du pouvoir révolutionnaire au Nicaragua. Il a montré combien était nécessaire et décisive l'organisation d'un vaste mouvement de solidarité dans les pays impérialistes.

La solidarité, ce qu'elle a déjà réalisé, ses tâches immédiates et futures en Europe et particulièrement en France, était au centre de l'exposé du dernier intervenant, Gilles Tabart, coordinateur national des comités Nicaragua. A partir de son intervention, le débat qui a suivi s'est largement concentré sur les responsabilités et les tâches militantes ici, requises par l'ampleur des luttes et des enjeux là-bas. Il est significatif que la plupart de ceux qui prirent la parole aient été des militants des comités Salvador, Guatemala ou Grenade.

Un forum particulièrement riche et utile donc, par l'importance des questions abordées et des clarifications apportées comme par les perspectives militantes concrètes qui y furent tracées.

G. M.

## FASTI

# Un bol d'air contre le racisme

La FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés) (1) a tenu son 9<sup>e</sup> Congrès les 21, 22 et 23 mai. Représentant 160 associations locales implantées à travers le pays, les nombreux délégués, immigrés pour plus de la moitié, ont adopté une « motion de synthèse », conclusion de trois jours de travail et de débats approfondis et fraternelles. « La stabilisation de la population immigrée en France dès 1970, expliquent-ils, se traduit aujourd'hui par un changement fondamental : l'installation des familles, la présence d'un nombre croissant de femmes immigrées et l'émergence d'une jeunesse issue de l'immigration posent le problème de l'obtention de droits nouveaux. »

Ils soulignent « la position originale » de la FASTI au sein des organisations du mouvement ouvrier. « Une double mixité : Français/immigrés, hommes/femmes. » Depuis 1975, la parité des responsabilités entre Français et immigrés a été adoptée au sein de l'association. A partir de 1977, « prenant acte du nombre croissant de femmes immigrées et de la nécessité de prendre en compte leurs problèmes », la FASTI a progressivement intégré cette dimension à son intervention permanente. « Confrontées à une double discrimination : face à l'autorité patriarcale exercée par le mari, le père ou le frère, face aux pouvoirs publics, les femmes immigrées revendiquent l'égalité des droits. »

Ils accordent la même attention aux problèmes de la jeunesse : « Ceux issus de l'immigration (la deuxième génération) vivent une situation d'exclusion qu'aggravent le chômage, les conditions de logement, le racisme. (Alors qu'ils réclament avec force une nouvelle place dans la société française, celle-ci leur impose un statut d'exclus. »

La formation, le logement, la scolarisation, le droit et les moyens pour

les immigrés d'exprimer leur propre identité culturelle... complètent les terrains sur lesquels la FASTI veut concentrer ses moyens de lutte et de réflexion pour arracher les revendications qui feront des immigrés « des citoyens à part entière ». Ils tirent un bilan plutôt négatif de la politique du gouvernement élu le 10 mai. Avant, toutes les organisations ouvrières se prononçaient par exemple pour la carte unique. Aujourd'hui, les promesses n'ont pas été tenues. « La FASTI est consciente que l'obtention de ces droits ne sera possible que par une mobilisation massive qu'elle doit créer avec une large participation d'autres associations, syndicats ou partis politiques. Les ASTI prendront part à la création de collectifs locaux pour : la régularisation de tous les sans-papiers, la carte unique de dix ans, non informatisée, renouvelable automatiquement, pour tous les immigrés, le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, la lutte contre le racisme. »

Le 9<sup>e</sup> Congrès de la FASTI, un apport positif à tout point de vue dans la lutte contre le racisme, pour l'égalité des droits entre Français et immigrés.

Michel Morel

1. C'est en 1962 qu'ont été fondées les premières ASTI. Leurs premières rencontres, en 1966, mènent au congrès constitutif de la FASTI en 1967. Au 3<sup>e</sup> Congrès, en 1970, l'implantation s'accroît, regroupant 100 groupes locaux. Elle définit en 1972 ses orientations nationales, intègre les immigrés à la vie de l'organisation, choisit les syndicats comme partenaires privilégiés, adopte des positions anti-impérialistes et contre l'exploitation capitaliste. En 1974, elle marque son refus de jouer un rôle de courroie de transmission du gouvernement et confirme à son congrès de 1979 son action antigouvernementale. De 1981 à 1983, elle centre son action sur la régularisation des sans-papiers, l'information des jeunes et l'intervention en direction des femmes immigrées.



PSU

# Cinq textes pour un choix

Au sortir de la conférence nationale des 7 et 8 mai, cinq textes d'orientation sont soumis aux militantes et militants du PSU dans la perspective du congrès extraordinaire des 11 et 12 juin prochains.

Le point central de ce débat est la question de la participation du PSU au gouvernement, concrétisée par la nomination d'Huguette Bouchardeau au poste de secrétaire d'Etat à l'Environnement et à la qualité de la vie.

Nous donnons ci-dessous les différentes positions en présence concernant cette question. Les extraits présentés sont empruntés aux textes tels qu'ils ont été soumis à la conférence nationale.

Le débat qui traverse le PSU pour la préparation du congrès extraordinaire des 11 et 12 juin prochains est à l'image de la situation. Autant les enjeux sont grands, autant les propos qu'ils font naître apparaissent petits. Car voici un parti qui va décider de son destin. Selon que le congrès décide ou non d'approuver le choix de Bouchardeau de participer au gouvernement, le PSU rompt ou non avec ce qui a fait jusqu'à présent son histoire et est appelé ou non inexorablement à rallier la social-démocratie. Et qu'entend-on ? Des remarques affligeantes sur la « *crédibilité nouvelle* » du PSU et des discours incroyables sur la place de celui-ci dans les médias.

Certes, le PSU apparaît beaucoup dans les médias. Ou, plutôt, Bouchardeau. Mais dire quoi encore ? Pour annoncer, péremptoire, que la dioxine n'est pas en France ! Ou pour expliquer dans une pleine page du *Matin* : « *Je continue à faire mon ménage pour garder les pieds sur terre* » ! On ne saurait mieux tomber dans la débilite du « *show politique* ». Et dire que le PSU n'est jamais en reste pour donner des leçons d'autogestion...

En la matière, le minimum serait de jouer cartes sur table. Et dire que la question de la participation au gouvernement représente un choix fondamental.

Ceux qui la refusent ne dissimu-

lent pas qu'ils le font au nom d'une politique. « *Un PSU efficace pour l'alternative autogestionnaire* », tel est intitulé le texte de gauche. « *Pour une politique alternative de gauche* », tel est le titre du texte Ravenel-Leduc. On peut simplement leur reprocher de ne pas aller jusqu'au bout de cette démarche : pas seulement de refuser la politique gouvernementale, de maintenir le rôle propre du PSU, mais de dire quelle politique et quels moyens ils préconisent pour permettre l'affirmation d'une telle alternative.

Mais les partisans de la participation, eux, semblent avancer masqués. « *Autogestion : un coin dans leur monde* », c'est le titre du texte de Bouchardeau ! « *Une nouvelle ambition pour le PSU* », celui de Salvator.

Mais lorsque ce dernier explique qu'il faut, dans l'entreprise, procéder à un « *partage du pouvoir* », « *afin de permettre une autre productivité du travail fondée sur l'initiative ouvrière* », on se dit que ces gens-là ont leur place... au gouvernement. Comme conseillers à la collaboration de classes !

Que ne parlent-ils plus clairement, le débat en serait plus limpide.

Francis Sitel

vernementale ont reconsidéré leur position, c'est qu'ils se sont aperçus à quel point dans leur lieu de travail, leur quartier, leur commune, cet engagement était bien ressenti. Ceux qui tablaient sur une perte de prestige du PSU se sont lourdement trompés.

« *Utiliser les possibilités ainsi offertes pour montrer notre capacité à faire autrement de la politique, à développer nos liens avec le tissu associatif, à promouvoir des actions significatives dans un secteur où nous avons mené tant de luttes sur le terrain, est un premier enjeu. Pour autant, nous ne devons pas prendre le ministère pour le tout.* »

## 3 Bouchardeau « Un coin dans leur monde »

L'EFFICACITE du combat unitaire passe par la reconnaissance des différences, voire des divergences, entre les options des uns et des autres. Il s'agit de poursuivre une politique de propositions alternatives (emploi, temps de travail, droits des femmes, relations internationales, immigrés, questions militaires, changements institutionnels...).

« *C'est dans cette perspective que la nomination d'Huguette Bouchardeau au gouvernement prend toute son importance. Elle intervient à un moment où le conflit avec la droite se radicalise et dans le cadre d'une équipe ministérielle rassemblant toute la gauche, sans ouverture au centre.*

« *Ces éléments ont été déterminants dans notre acceptation d'une proposition faite au lendemain de la bataille unitaire des municipales. Et cela d'autant plus que notre parti*

conserve son entière liberté d'expression et de proposition, comme il l'a manifesté à l'égard des nouveaux choix économiques.

« *Cette présence ne saurait en aucun cas transformer le PSU en courroie de transmission du haut vers le bas. C'est au contraire un moyen supplémentaire pour préciser le sens que nous donnons à notre soutien critique, pour une réussite de la gauche, dans la clarté et non par un suivisme stérile à l'égard de n'importe quelle politique.*

« *Cette place conquise à l'intérieur du pouvoir nous donne une crédibilité nouvelle au moment où l'évolution de la situation politique et sociale du pays ouvre un débat dans le camp populaire et prépare une réévaluation d'ensemble des orientations suivies.* »

## 4 Fédérations « Prendre acte »

1.2 Le parti ne peut accepter la procédure qui a présidé à la nomination d'Huguette Bouchardeau au troisième gouvernement Mauroy. D'une part, elle entérine les pratiques présidentielles de la V<sup>e</sup> République, d'autre part, elle engage la responsabilité politique du BP qui a transgressé la résolution de la DP des 19 et 20 mars.

1.3 Le parti, en prenant acte de la présence d'Huguette Bouchardeau, militante du PSU, au gouvernement, rappelle que le PSU n'ayant pas signé d'accord de gouvernement n'est donc pas lié à la majorité par les règles de la solidarité gouvernementale. Cette présence ne saurait donc modifier sa stratégie de soutien critique.

1.4 Pour assumer cette situation politique, la DP du PSU prend l'initiative de créer un secteur environnement et de renforcer ses autres secteurs pour développer ses propositions alternatives et assurer les liaisons avec tous les camarades investis dans le gouvernement.

## 5 Gauche du PSU « Désaveu »

L'ENTREE d'Huguette Bouchardeau s'est effectuée dans les plus mauvaises conditions en termes de démocratie interne et de contenu de la politique suivie par le pouvoir. Les conditions fixées par le Congrès de Nantes pour une participation gouvernementale ne sont évidemment pas remplies. Au contraire, le tournant politique actuel est tel que, si nous étions entrés en 1981, il faudrait se poser la question de sortir du gouvernement...

« *Les réactions positives enregistrées de la part de certains électeurs de gauche ne compensent pas l'effet néfaste exercé sur des couches militantes proches du PSU et indispensables à son développement. Le parti se doit de prendre position sous peine d'altérer son image politique et sa crédibilité autogestionnaire.*

« *Nous désavouons donc l'entrée d'Huguette Bouchardeau au gouvernement tant sur la forme qu'en raison de la politique suivie par le gouvernement.*

« *En tout état de cause, le PSU réaffirme qu'il n'est pas membre de la majorité gouvernementale et qu'il n'est pas engagé dans le soutien à la politique actuelle par la présence d'Huguette Bouchardeau.* »



Quelle alternative pour le PSU ?

## 1 Leduc-Ravenel « Le préalable »

L'ANALYSE que nous faisons de la politique de ce gouvernement conditionne largement notre appréciation sur l'opportunité de la présence du PSU en son sein. Nous partageons entièrement l'analyse de notre camarade Cousteil dans le paragraphe 1 : « *Décision personnelle, parti autogestionnaire, responsabilité de l'ex-BP* » et notamment la phrase rappelant « *qu'il va de soi que le PSU n'ayant aucun accord de gouvernement n'est pas partie prenante dans la majorité gouvernementale* » et

dans le paragraphe 2 : « *Les responsabilités de l'ex-BP* », « *sur le plan de la forme si les adhérents du PSU acceptaient ce véritable coup de force, ils se déconsidèreraient en tant que parti autogestionnaire.* »

« *C'est en effet le préalable indispensable à la crédibilité du PSU et à son existence même en tant que parti porteur d'un projet autogestionnaire. Le sens et le retentissement de l'intervention du PSU dans le champ politique dépendent de la réponse de la réponse que le Congrès apportera à ces questions.* »

## 2 Salvator « Une nouvelle crédibilité »

DEVANT l'importance de l'événement que constitue pour le Parti la première participation du PSU à un gouvernement, bien des certitudes ont volé en éclats. Nous n'avons pas voulu entrer dans cette histoire à reculons. Nous assumons l'entrée d'Huguette Bouchardeau au gouvernement, tous les aspects positifs qu'elle comporte en termes de crédibilité, d'audience et de possibilité

de développement comme toutes les contradictions qu'elle porte en germe. Participer à un gouvernement qui réunit exclusivement des forces de gauche sans avoir été contraints à abandonner aucune de nos convictions au moment où la gauche se trouve en difficulté face à la droite, nous assure une plus grande compréhension populaire.

« *Si un grand nombre de camarades hostiles à la participation gou-*



De gauche à droite, Mickael Plunkett, Mary Reid et Stephen King.

## Les trois Irlandais de Vincennes parlent

**L**E 28 août 1982, Stephen King, Mickael Plunkett et Mary Reid sont arrêtés dans des conditions curieuses, ressemblant beaucoup aux arrestations militaires effectuées en Irlande du Nord. Ils ont d'ailleurs cru que c'étaient des membres des services d'action antiterroriste britanniques qui opéraient à Paris. Des hommes en civil — parlant allemand ! — les bâillonnent ou leur bandent les yeux, leur passent les menottes ou leur attachent les mains avec du fil électrique, éventuellement même les gratifient de coups de pied. Ils se retrouvent, après ce scénario à la cow-boy, au fort de Vincennes, et accusés de détention d'armes et d'explosifs. Nous les avons rencontrés peu après leur libération.

### • Comment analysez-vous la machination dont vous avez été victimes ?

Pour nous, la situation est claire : les accusés, actuellement, sont le GIGN et la gendarmerie. La perquisition n'était pas légale. Le dossier a été bâti de toutes pièces. Il s'agissait, pensons nous, après la série d'attentats à Paris en août dernier, de détourner l'attention de l'opinion publique par un coup de filet contre

de « dangereux terroristes ». Cela aurait pu tomber sur n'importe qui n'ayant pas notre crédibilité politique, et dans ce cas les conséquences auraient pu être plus graves.

### • A-t-on voulu, à votre avis, porter atteinte à la lutte du peuple irlandais ?

C'est l'autre aspect de l'affaire. Les pays de la CEE sont en train d'adopter la « version britannique ». Dans un premier temps, la Grande-Bretagne a essayé de faire passer notre lutte anti-impérialiste pour un affrontement entre catholiques et protestants. Ensuite, à cause du développement de la lutte armée et de l'appui de la population nationaliste, ils ont tenté de criminaliser les militants irlandais en les faisant passer pour des terroristes exacerbant les rivalités entre les communautés. Les dernières élections et les succès nationalistes ont prouvé combien cette interprétation était erronée. Notre arrestation nous amène à nous demander si, en Europe, on ne va pas de plus en plus utiliser le mot de terrorisme pour arrêter ou expulser toute opposition. Nous tenons en particulier à dénoncer la mise en œuvre d'une « propagande noire », qui consiste à discréditer des indivi-

us ou un mouvement à partir d'un dossier fabriqué.

### • L'attitude du gouvernement français vous-a-t-elle surpris ?

Notre affaire devrait amener les Français à se poser des questions. Depuis l'année dernière, la « politique d'accueil » de la France a évolué. On a d'abord réprimé les Basques, maintenant c'est le tour des Irlandais. Pire, concernant l'Irlande, on est arrivé à une politique d'aide au gouvernement britannique qui n'a jamais été aussi développée. Le gouvernement a fait passer petit à petit, sans provoquer de réaction de la part du mouvement ouvrier, une stratégie policière-militaire qui peut s'avérer très dangereuse. Le débat politique sur la création de « groupes d'élite », de « groupes de sécurité », n'a effectivement pas été posé.

Nous voulons rajouter que nous étions dans un isolement complet dans nos prisons. Il y avait une crise d'hystérie générale dans la presse à notre sujet et nous étions tous les trois heurés de voir, en particulier, le soutien qu'Alain Krivine nous a apporté. Nous avons tous trois apprécié cette solidarité politique.

Propos recueillis par I. Quetzal

## Les coups tordus du GIGN

**U**NE machination politico-policière : plus aucun doute ne subsiste sur l'arrestation de trois nationalistes irlandais, le 28 août dernier, à Vincennes. Au fil des mois, il devint évident que le dossier était pratiquement vide. Les avocats mirent en lumière les atteintes au code de procédure pénale commises par le groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN). Pourtant, malgré l'accumulation des contradictions, la justice laissa les trois militants de l'Irish Republican Socialist Party (IRSP) en détention.

Quant au gouvernement, il ne manqua pas une occasion de couvrir les hommes du GIGN. Charles Hernu s'obstinait, en février 1983, à affirmer que « ceux qui ont été pris à Vincennes ne sont pas, comme on l'a dit, de petits poissons. On se rendra compte bientôt, ajoutait-il, que cette affaire était plus importante qu'on le croyait ».

Il aura fallu que certains acteurs du coup de filet se mettent à table pour que le parquet se décide, en catastrophe, à remettre Michaël Plunkett, Stephen King et Mary Reid en liberté. Le gendarme Pierre Caudan — aujourd'hui inculpé dans une affaire de droit commun — et deux de ces collègues ont confirmé les accusations des avocats. La perquisition, affirmèrent-ils, s'est déroulée en dehors de la présence des suspects et la hiérarchie leur demanda de faire un faux témoignage devant le magistrat instructeur, à propos notamment de

la présence d'armes et d'explosifs à leur domicile.

Le dénouement de cette affaire soulève de nombreux problèmes.

1 A la lumière de la procédure employée, on ne peut que s'inquiéter du rôle de plus en plus important joué par l'unité d'élite de la gendarmerie. Le GIGN assure désormais une grande partie de la sécurité présidentielle. Mais il forme également l'infrastructure de l'unité « antiterroriste » créée en août dernier par François Mitterrand et dont la direction a été confiée au commandant Prouteau. Depuis lors, cette « cellule » n'est soumise à aucun contrôle judiciaire. Il est maintenant établi qu'elle a constitué un fichier sur tous ceux qu'elle soupçonne de relations avec le terrorisme et qu'elle procède, en toute illégalité, à des écoutes téléphoniques, en particulier à l'encontre de certains journalistes. Les conditions qui ont présidé aux arrestations des militants irlandais ne sont-elles pas la simple traduction de cette logique inquiétante ?

2 Dans ce cadre, on ne peut que s'interroger sur le but poursuivi par certains éléments de la hiérarchie dans l'organisation de cette sinistre machination. Les antécédents du capitaine Barril, le chef du GIGN, ne sauraient, de ce point de vue, être oubliés. N'a-t-il pas été compromis, en octobre 1981, dans un trafic d'armes et d'explosifs au profit de l'extrême droite ? Il semble,

d'autre part, presque certain que le commissaire Pellegrini, ancien patron de l'OCRB et actuellement chargé de la liaison entre le ministère de l'Intérieur et les services de renseignements, ait participé à l'opération de Vincennes. Un fait d'autant plus étrange que ce policier était alors officiellement en vacances. Une fois de plus, le problème est soulevé : à qui obéissent certaines fractions de l'appareil répressif ?

3 Tout cela ne doit pas faire oublier la responsabilité du pouvoir. Celui-ci s'est-il fait « piéger » au départ par les supergendarmes ? Mais dans ce cas, pourquoi les avoir couverts aussi longtemps ? Rappelons-nous, en outre, que c'est le président de la République qui a permis au GIGN d'agir au mépris de la légalité et des droits reconnus en principe à tous les citoyens. C'est également le gouvernement qui renforce régulièrement les effectifs et les moyens de la gendarmerie, c'est-à-dire d'un corps militaire dont l'action n'est soumise à aucun contrôle.

La justice, qui des mois durant a entériné une procédure scandaleuse, fera-t-elle maintenant toute la lumière ? Sans attendre la réponse, il appartient à toutes les forces démocratiques d'imposer la mise en place d'une commission d'enquête dont les conclusions soient rendues publiques, d'exiger la dissolution immédiate du GIGN ainsi que l'inculpation de ses responsables.

Christian Picquet

## NOUVELLE-CALEDONIE

### Mitterrand doit négocier l'indépendance

**L**E meurtre, le 11 mai dernier, d'un jeune Kanaque du Palika (Parti de libération kanaque, formation indépendantiste non membre du Front indépendantiste) a relancé l'agitation politique sur le territoire à la veille de la visite du nouveau secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, Georges Lemoine. Cet assassinat, qui rappelle l'explosivité latente de la situation calédonienne, illustre aussi l'ampleur du fossé qui sépare les communautés kanaque et européenne. Cette division a été l'objectif d'une politique délibérée de la droite ultra depuis des années, depuis l'époque où l'on parlait de « faire du blanc » pour contrebalancer numériquement le peuple kanaque. La polarisation raciale a été encouragée par les attermolements du gouvernement français quant à l'avenir du territoire, puis par ses franches concessions aux représentants coloniaux aujourd'hui partisans d'un statut d'autonomie interne.

En face du jeune Kanaque abattu à Témala dans le nord de la Nouvelle-Calédonie, qui est à l'image de la jeunesse de ce pays, révoltée, en butte au racisme et à l'oppression, mais aussi désœuvrée du fait de sa mise à l'écart du monde du travail par le système d'apartheid calédonien, l'assassin, un ancien travailleur blanc licencié de la société Le Nickel, est aussi un parfait symbole. Alors que sa condition passée de travailleur aurait pu le rapprocher du camp des opprimés du système colonial, c'est, plus naturellement, le poids de l'idéologie coloniale raciste qui en l'emportant a fait de lui un assassin. La différenciation sociale objective qui traverse le milieu colonial entre les Lafleur (député RPR local) et les Laroque (maire de Nouméa) d'un côté qui ont partie liée avec les monopoles de l'import-export et la propriété foncière, et de l'autre les salariés européens de l'administration ou du Nickel, est pourtant réelle. Mais elle se trouve gommée au niveau idéologique par la polarisation raciale qui s'approfondit au fur et à mesure que s'exacerbe la situation politique locale.

Les deux manifestations qui ont accueilli le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM à son arrivée à Nouméa le 18 mai dernier sont donc l'exact reflet de la situation locale. D'un côté, plusieurs dizaines de milliers d'Européens et d'immigrés du Pacifique, polarisés par la droite ultra du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR, proche du RPR métropolitain), et mobilisés aux cris de « ici c'est la France », « respect de la propriété privée ». Ceux-là sont, dans l'immédiat au moins, perdus pour la cause nationale kanaque et a fortiori pour le socialisme. D'un autre côté, 8 000 indépendantistes (moitié moins que la manifestation réactionnaire), ce qui est un score très important pour une manifestation à Nouméa, ville coloniale blanche par excellence. Parsemée de drapeaux rouges, comprenant un contingent non négligeable de progressistes blancs, élus indépendantistes en tête, cette mani-

festation réclamait « l'indépendance maintenant », dénonçait la justice coloniale, l'exploitation capitaliste, et « la prolifération des armes dans les milieux fascistes ». L'Union des syndicats des travailleurs kanaques et exploités (USTKE), qui avait appelé à une grève de 24 heures, participait aussi à la manifestation indépendantiste.

En réponse à cette polarisation, le gouvernement français, toujours soucieux de ménager principalement l'immigration européenne, se contente de mettre en garde contre « le climat de passion qui existe dans le territoire ». Pourtant, à force de n'envisager qu'un statut d'autonomie interne en réponse à la revendication légitime d'indépendance kanaque, de s'en remettre hypocritement aux résultats d'un scrutin électoral qui permet à des immigrés européens de fraîche date de faire barrage à la volonté d'indépendance nationale des Kanaques, le gouvernement français va au devant de nouvelles explosions sociales et de nouveaux meurtres coloniaux.

Seule une attitude énergique de reconnaissance immédiate du droit du peuple kanaque à l'indépendance et d'ouverture de négociations pour établir un échéancier précis avec le Front indépendantiste peut encore traverser cette dynamique d'affrontements. Certes, une telle démarche rencontrerait des résistances dans les milieux coloniaux ultras. Mais en montrant la ferme détermination du gouvernement élu par les travailleurs français à respecter les droits nationaux du peuple kanaque, elle découragerait aussi bon nombre de petits blancs hésitants de se lancer dans une mobilisation du style de l'OAS en Algérie.

Des illusions nombreuses et profondes existent encore au sein du mouvement indépendantiste et de la population kanaque sur la véritable nature du gouvernement français, et sur la valorisation des formes institutionnalisées d'actions politiques. Elles sont, entre autres, le résultat de dizaines d'années de patient travail d'embrigadement de pasteurs, de curés et des politiciens coloniaux. Mais cela n'empêche nullement le peuple kanaque et la grande majorité de ses dirigeants actuels de demeurer unanimement intransigeants sur la question fondamentale de la reconnaissance du droit à l'indépendance kanaque et socialiste, comme le proclame la plateforme de fondation du Front indépendantiste.

Le gouvernement français ne peut donc espérer détourner cette détermination de son objectif avoué ou la contourner par l'adoption d'un plan de réformes irréalistes dans le cadre de la situation coloniale actuelle. Il vaudrait mieux qu'il en tire les conclusions nécessaires et accepte de négocier avec le FI un calendrier d'indépendance avant de se retrouver placé devant un conflit à l'algérienne. Il en va aussi de la responsabilité du mouvement ouvrier français d'imposer une telle orientation au gouvernement qu'il a élu il y a deux ans.

Vincent Kermel

# Sommet impérialiste de Williamsburg

13

## Un fond de guerre économique

● Après l'échec de la rencontre Mitterrand-Kohl, les pourparlers entre les sept principaux pays capitalistes vont se solder par un nouveau fiasco

**S**EPT chefs d'Etat et de gouvernement, ceux des pays capitalistes les plus importants (Etats-Unis, Japon, Italie, RFA, Grande-Bretagne et Canada) se réunissent du 28 au 30 mai dans la petite ville américaine de Williamsburg en Virginie.

Cette fois, à la différence des sommets antérieurs, nombre de gouvernements affichent avec ostentation leur optimisme. Dans une interview à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, Martin Feldstein, conseiller de la Maison-Blanche, affirmait récemment que « l'économie américaine se trouve nettement dans une phase de reprise et qu'il en est de même pour l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et bien d'autres pays ». Selon le *Conference Board* — l'institut américain du monde des affaires — les indices confirmeraient ce pronostic. Ils laisseraient prévoir une progression annuelle de 11 % aux USA, de 9 % au Canada et de 4 à 5 % pour la France, la RFA, l'Angleterre et l'Italie.

### Optimisme de façade

Cette nouvelle conjoncture s'explique avant tout par la conjugaison d'éléments particuliers qui ont entraîné un gonflement du volume des échanges : reconstitution partielle des stocks, achats anticipés de biens d'équipement par les industriels allemands pour profiter des aides de l'Etat, amélioration des niveaux de production de l'industrie automobile américaine, etc. Mais les principaux facteurs de stagnation dans les métropoles occidentales demeurent.

Les taux d'utilisation des capacités de production restent extrêmement bas : 75 % en Allemagne, moins de 70 % aux Etats-Unis. La contraction du commerce mondial (évaluée l'an dernier par le GATT à 2 % en volume et 6 % en valeur) restreint les débouchés des multinationales dans les pays semi-coloniaux (1). De même, la réduction de la consommation populaire sous l'impact des politiques d'« assainissement » ne fait qu'aggraver le marasme, en réduisant les marchés disponibles.

Les taux de profit des capitalistes n'étant pas durablement reconstitués, si les investissements redémarrent, il s'agira pour l'essentiel d'accélérer la rationalisation de l'outil productif et d'améliorer la compétitivité des entreprises sur les marchés intérieurs et internationaux. Il ne faut, par conséquent, pas en attendre une amélioration dans le domaine de l'emploi.

Ainsi l'OCDE (2) prévoit-elle que les principaux pays industrialisés compteront 35,5 millions de chômeurs au second semestre de 1984, ce qui représente 11,5 % de la population active. Et le ministre allemand de l'Economie, le comte Lambsdorff, ne dissimule pas la réalité dans une interview aux *Echos* du 16 mai : « La reprise ne sera pas suffisante dans les toutes prochaines années pour nous permettre de résoudre le problème de l'emploi. »

Il reste que nombre de classes dominantes vont chercher à profiter de l'éclaircie pour relancer une production stagnante depuis plusieurs années. On va donc voir, à l'instar de ce qui passe actuellement de l'autre côté du Rhin, se développer des politiques d'incitation aux investisse-



Les chefs d'Etat des sept principaux pays capitalistes au dernier sommet, à Versailles.

ments et un accroissement des financements publics.

Paradoxalement, cette « reprise » conjoncturelle va aggraver la guerre économique et commerciale qui oppose les métropoles. Les milieux d'affaire doivent en effet rentabiliser leurs investissements. Il leur faut donc trouver de nouveaux débouchés. Le commerce avec le tiers monde continuant à diminuer, il en résulte une exacerbation de la concurrence entre Etats impérialistes.

Grâce à des mesures d'austérité drastiques, certaines métropoles — en particulier les USA, le Japon et la RFA — bénéficient d'un faible taux d'inflation. Ce qui leur offre des conditions favorables à la pénétration du marché des pays où les grands déséquilibres sont maintenus. Il leur suffit d'adapter le prix de leurs exportations à la forte inflation des zones en question, pour réaliser des profits élevés.

### Aggravation de la concurrence

Cet affrontement impitoyable se greffe sur un processus de restructuration de l'économie mondiale entre les trois grands ensembles capitalistes : Etats-Unis, Europe, Japon. En octobre dernier, la revue *Actualité industrielle, économique et sociale* résumait de cette façon les rapports entre ces trois pôles : « La communauté [européenne] ne s'affirme comme leader dynamique dans aucun secteur. Le nombre restreint et la nature des secteurs où la part de la communauté est en progrès, de même que l'instabilité des résultats obtenus dans la plupart des secteurs, sont assez préoccupants. Les Etats-Unis comme la communauté exportent une large gamme de produits dans tous les secteurs. Le Japon, en revanche, qui est parvenu à accroître ses parts de

marché dans des proportions remarquables, n'a misé que sur un très petit nombre de secteurs, à savoir l'acier, la bureautique et les télécommunications, les appareils de précision et les véhicules automobiles. »

### Restructuration de l'économie mondiale

L'Empire du soleil-levant est sans aucun doute le principal bénéficiaire de cette modification des rapports de forces. Entre 1958 et 1980, il est passé du 27<sup>e</sup> au 4<sup>e</sup> rang des fournisseurs de la CEE alors qu'il n'occupe que le 12<sup>e</sup> parmi ses clients. Une étude prévoit que d'ici 1990, ce mouvement devrait s'accroître de 245 % par rapport à 1980. Globalement, les transactions japonaises avec les pays occidentaux développés viennent de dégager un excédent de 23 milliards de dollars : 13 avec les USA et 10 avec la CEE. Un phénomène qui s'explique à la fois par l'exploitation intensive de la classe ouvrière nipponne et par le fait que ce pays s'entoure de barrières limitant la pénétration des bourgeoisies adverses sur son marché national.

L'économie américaine, si elle a conservé une puissance relative, a néanmoins perdu sa suprématie absolue. L'objectif principal de l'administration Reagan est de reconstituer cette hégémonie. L'un des aspects aujourd'hui les plus spectaculaires de son offensive prend la forme des hauts taux d'intérêts pratiqués par les banques. Grâce à cette politique, le business attire outre-Atlantique une masse de capitaux à la recherche d'une spéculation juteuse. La plus grande partie des échanges internationaux s'opérant en dollars, les Etats-Unis peuvent, à bon compte, exporter leur crise chez leurs partenaires. Ceux-ci, à l'inver-

se, voient s'aggraver leurs déficits extérieurs.

Parallèlement, le capital US accentue sa pression sur les économies du vieux continent. Il dispose pour cela d'un atout majeur : le contrôle de la moitié du capital industriel de la communauté européenne, c'est-à-dire 80 milliards de dollars (3). Cela lui permet de bloquer tous les projets de contrôle européen et toutes les formes de subvention accordées par les Etats aux entreprises dont les positions sont les plus menacées.

Enfin, Washington déploie une politique de confrontation avec l'URSS dont l'un des desseins majeurs est de porter atteinte aux intérêts de ses concurrents sur les marchés de l'Est. Le commerce entre l'Europe et le COMECON est en effet beaucoup plus développé que celui des USA. Les ventes de la citadelle impérialiste ne représentent que 2,6 % du total des exportations de l'OCDE vers Moscou et ses satellites. La Maison-Blanche s'en prend plus particulièrement aux exportations de technologies de pointe vers cette zone. Elle vient, dans ce sens, de déposer devant le Congrès un projet de loi qui se propose de sanctionner tous ceux qui refuseraient de respecter un embargo sur le commerce avec le COMECON. En cas de contravention, les firmes européennes se verraient interdire l'accès au marché américain.

L'Europe capitaliste fait principalement les frais de cette situation qui entraîne un approfondissement de son déficit commercial. On peut donner deux exemples de cette tendance.

● Les Etats-Unis conservent une place privilégiée dans certaines industries de pointe : aéronautique, traitement de données, moteurs et turbines, appareils scientifiques, chimie organique et électronique. Ces six secteurs sont à l'origine du défi-

cit de la communauté. La CEE demeure pourtant la première exportatrice mondiale de produits de haute technologie. Mais elle s'avère impuissante à pénétrer les marchés américain et japonais. Le manque à gagner envers les USA s'élevait à 7,2 milliards de dollars en 1979. Et les ventes de ce type de produits vers l'Etat nippon n'atteignent que 1 %.

● Les exportations européennes d'automobiles ont chuté de 2,5 à 1,9 millions d'unités (soit une baisse de 23 %) en dix ans. Pourtant, au cours de la même période, les exportations mondiales dans ce secteur ont progressé de 426 %. Ce défi va être maintenant accentué par le redéploiement en cours de l'industrie US : ce sont 78 à 80 milliards de dollars que les possédants américains investiront dans cette branche d'ici cinq ans.

### L'Europe menacée de désagrégation

De telles menaces font éclater d'importantes contradictions au sein de la CEE. Celle-ci continue, certes, à participer en tant qu'entité unique aux négociations du GATT dans le but d'améliorer sa position sur le marché. Mais dans le même temps, chaque Etat s'efforce d'adapter son appareil productif national aux nouvelles exigences de la division internationale du travail, quelles qu'en soient les conséquences sur le cadre régional. Il en résulte un éclatement de la communauté en deux grands pôles.

Le premier comprend les économies les plus compétitives : RFA, Pays-Bas, et secondairement Danemark. Il tente de faire face aux défis en s'insérant dans le nouveau jeu mondial, tout en menant les restructurations industrielles nécessaires à cet objectif. Le second, composé des pays dont les structures sont plus vulnérables (France, Grande-Bretagne, Italie, Belgique) s'oriente progressivement vers des politiques protectionnistes. Ces options de plus en plus divergentes empêchent désormais la CEE de parler d'une seule voix. Elles minent même l'« axe franco-allemand » — jusqu'alors pilier essentiel de la communauté. L'échec patent de la rencontre Mitterrand-Kohl, le 17 mai à Paris, en est la meilleure illustration.

Les mesures protectionnistes tendent d'ailleurs à se développer dans tout le bloc impérialiste. Selon *Finances et développement*, la revue du FMI et de la Banque mondiale, ces pressions ont affecté des secteurs représentant plus de 20 % des échanges mondiaux de produits manufacturés.

C'est donc avec pour toile de fond une féroce guerre économique, que se dérouleront les pourparlers de Williamsburg. Il y a fort à parier que l'on assistera à une répétition du fiasco versaillais de l'an dernier. Contrairement à toutes les prévisions euphoriques, le monde capitaliste est bien loin d'être sorti de sa crise.

Christian Picquet

1. Le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) est l'organisme international de gestion des accords en matière commerciale.

2. L'Organisation de coopération et de développement économique regroupe 24 pays capitalistes.

3. Chiffre tiré du « Monde » du 28 octobre 1981.



## Sommet impérialiste de Williamsburg

# Un match déjà joué

● Mitterrand propose à Reagan un nouveau système monétaire et de nouveaux rapports avec le Sud. Faute de sortir de la logique capitaliste, on connaît déjà la réponse

**A**NTICIPANT sur les propositions qu'il préparait pour le sommet de Williamsburg, François Mitterrand en a donné un aperçu lors de la réunion de l'OCDE à Paris, le 9 mai dernier. A côté du vœu d'une remise en ordre des monnaies, sous la forme d'un appel à la bonne volonté des USA, du Japon et de la RFA, il a ajouté le souhait d'une nouvelle politique économique visant à « *développer l'autre moitié du monde* ».

Cela prend, dans sa bouche, de beaux accents humanistes, affirmant une solidarité internationale : « *Rien n'est possible pour le Nord si la relance n'est pas également assurée pour le Sud. Comment imaginer que nous pourrions sauver une moitié de la planète sans l'autre ? Comment vouloir dans le même temps libérer les échanges et cloisonner les solidarités ?* »

Cependant, rien ne serait plus faux que de croire à ces belles paroles. Le même discours précise tout de suite qu'il s'agit avant tout de « *relancer les affaires* ». « *Nous savons tous, explique Mitterrand, que seule la reprise, la renaissance économique, règlera nos propres problèmes, par l'ouverture de nouveaux marchés et l'exploitation de nouvelles ressources. Et cependant, par un inacceptable paradoxe, nous prétendons ignorer les marchés les plus évidents, les plus avides de croissance, ceux du tiers monde.* »

Comment « *les affaires* » à « *relancer* » seraient-elles un gage de développement pour l'Afrique, quel que soit le « *plan d'urgence* » proposé par Mitterrand ? Ce continent, en fait, croule déjà sous les dettes. A cause des prix impérialistes pratiqués pour toutes les matières premières, les pays sous-développés ne cessent de s'endetter quand ils



L'Afrique vue de l'Élysée !

achètent des produits finis aux pays capitalistes développés auxquels ils vendent eux-mêmes leurs propres produits.

Qui ne sait cela ? Les socialistes l'auraient-ils oublié en prenant place dans les fauteuils du pouvoir ?

Cette voie du développement au Sud, pour se réaliser, supposerait un changement complet de politique économique, des mesures socialistes... Car, bien sûr, il est possible de changer les termes des échanges avec l'Afrique ou tout pays sous-développé : à condition de ne plus chercher à « *respecter les règles du jeu économique mondial* », comme le gouvernement fran-

çais ne cesse de s'engager à le faire.

Prenons quelques exemples simples.

● Il suffit de la production de quelques usines sidérurgiques pour fournir aux pays du Sahel les tubes et les tôles nécessaires pour faire disparaître la famine dont meurent leur habitants chaque année à cause de la sécheresse. Mais le gouvernement français, comme ses collègues capitalistes, ferme des usines sidérurgiques « à cause de la superproduction ». Comment choisir de faire des chômeurs en obéissant aux règles capitalistes et se payer le luxe de ces beaux

discours sur « *le plan d'urgence pour l'Afrique* » ? Qu'y a-t-il de plus urgent pour l'Afrique que de s'équiper de moyens d'irrigation afin de cultiver le sol et ne plus crever de faim ?

● Au Sénégal, ce sont des entreprises françaises qui contrôlent 85 % de l'économie du pays. La plupart d'entre elles sont des filiales d'entreprises aujourd'hui nationalisées. Pendant qu'en France les actionnaires sont grassement indemnisés, les filiales laissées au privé continuent à piller en Afrique. Comme si le gouvernement n'avait pas eu, avec la majorité issue du 10 mai, les moyens de nationaliser aussi ces filiales : pour qu'elles cessent de faire du profit sur le dos des Sénégalais.

● En Europe même, le gouvernement français a nettement montré depuis le 10 mai à quel point il obéissait servilement aux « *règles* » du marché : en nationalisant Pechiney en France, il a refusé de nationaliser aussi sa filiale grecque, installée dans ce pays pour profiter des régimes de droite qui s'y sont succédé. Alors qu'il était facile de prendre une décision qui permettait de « *rétrocéder* » au gouvernement socialiste grec la propriété de ces installations.

On pourrait continuer, ne serait-ce qu'en montrant comment, même en Afrique du Sud, le gouvernement laisse les banques d'affaires poursuivre leurs investissements...

On saisit donc la limite des déclarations de Mitterrand. Il fait comme s'il était l'interprète de grandes revendications en faveur de la justice sociale dans le monde, mais il reste rigoureusement

respectueux des règles de la concurrence capitaliste. Puisque les grands de ce monde organisent l'économie autant qu'ils peuvent en fonction de leurs intérêts, se mettre du côté des victimes suppose de rompre avec les règles des exploiters.

### Soyons solidaires !

Mitterrand, en réalité veut régulariser les conditions de fonctionnement du marché capitaliste et essayer de lancer une grande opération d'investissements capitalistes vers les pays sous-développés. Cela est voué à l'échec sur toute la ligne ; la relance prévue par les pays capitalistes sera tout à fait limitée et ne prendra pas les formes auxquelles le gouvernement français fait allusion.

Quant à ses propositions monétaires, elles ont fait sourire ironiquement ses « *partenaires* ».

Mitterrand, en effet, demandait de « *retrouver les conditions d'un système monétaire stable, avec des monnaies fixes, de valeur économiquement raisonnable* ». Il ajoutait que « *cela n'est pas hors de portée à condition de le vouloir* ». Justement, la question serait bien celle-là : vouloir affronter ou pas les règles de l'économie capitaliste et leurs défenseurs...

Sachant parfaitement à quel point la majorité PS-PC a donné des gages, bien décidés à ne pas s'écarter de ce qui les sert, les USA et la RFA ont déjà répondu. Les premiers ont expliqué qu'il fallait « *d'abord remettre en ordre les économies* » : aux yeux de Reagan, la purge et les attaques contre les acquis des travailleurs sont loin d'être finis. Et les Allemands ont seulement souligné que « *le Franc français est et restera faible* » ; ils ont ajouté que ces idées de « *réglementation des devises rappelait la pénurie d'après-guerre et n'était rien d'autre qu'une forme de politique protectionniste* »...

Voilà donc la boucle bouclée : vous voulez respecter les règles de « *l'économie ouverte, messieurs les socialistes français et messieurs les communistes français ? Eh bien, respectez-les jusqu'au bout* », telle est la réponse des « *partenaires* » de Mitterrand. Faute de chercher à sortir de cette logique, on connaît déjà les conclusions du voyage : « *Malgré notre bonne volonté, les propositions que nous faisons n'avancent pas vite, même si elles sont écoutées. Pour aller de l'avant tout en faisant face aux conséquences de la crise, acceptez les mesures d'austérité prises par le gouvernement.* » Le barrisme pratiqué par la gauche est finalement dicté par la soumission aux règles communes au patronat français, à Reagan et à tous les chefs du monde capitaliste.

Pierre Rème

Les usines ferment en France, alors que leurs productions pourraient servir au développement des pays du tiers monde !





## Saigner toujours le tiers monde

● Ils voudraient casser la spirale de l'endettement croissant des pays du tiers monde sans renoncer aux profits qu'ils en tirent et sans dresser de nouveaux obstacles à la reprise économique qu'ils espèrent

**L**ES chefs d'Etat et de gouvernement des « sept pays les plus riches du monde industrialisé : c'est ainsi que se sont eux-mêmes baptisés les participants au « sommet annuel » qui, après Versailles, se retrouvent cette fois à Williamsburg.

Ces « sept les plus riches » sont aussi — et avant tout — les premiers organisateurs et bénéficiaires d'un gigantesque pillage international ; les piliers d'un système au sein duquel la richesse se concentre alors que la misère se répand ; où le « sous-développement » de la grande majorité est nécessaire pour assurer le « développement » de quelques autres.

Ils parlent et agissent au nom de ces pays impérialistes qui regroupent environ un quart de la population du monde capitaliste mais consomment 75 % de l'énergie qui y est produite, 70 % des céréales qui y sont récoltées, et dépensent 89 % de l'argent qui y est consacré à l'éducation...

Leur « ordre » organise et vit de l'inégalité à l'échelle mondiale. Il permet qu'à l'heure actuelle près de 500 millions d'hommes et de femmes survivent en état de sous-alimentation chronique grave ; que 50 millions en soient morts, directement ou indirectement, au cours de la seule année 1980. Une situation qui va s'aggravant, selon les plus récents rapports de la FAO (voir l'article ci-dessous).

De cela il ne sera guère question — ou presque — à Williamsburg. Reagan ou Kohl évoqueront sans doute les « déséquilibres de l'économie mondiale » et, conférence de presse et communiqués finaux obligés, François Mitterrand n'omettra pas quelques phrases démagogiques et sans lendemain sur le « nécessaire dialogue Nord-Sud » ou l'« accroissement de l'aide aux pays en voie de développement ». Une « aide » qui, aujourd'hui, n'est qu'une aumône à laquelle sont consacrés des pourcentages dérisoires des budgets nationaux, des sommes infimes en regard des dépenses militaires et d'armement par exemple. Miettes distribuées en premier lieu en fonction des intérêts des puissances impérialistes et non de ceux des masses populaires déshéritées auxquelles elles sont prétendument destinées...

La préoccupation fondamentale actuelle des dirigeants impérialistes par rapport aux pays du tiers monde concerne la dette considérable que ces pays ont accumulée au cours de la décennie passée. Dette qu'ils sont de moins en moins en mesure de

rembourser alors qu'ils doivent de plus en plus emprunter pour ne pas connaître l'effondrement immédiat. Dette dont l'ampleur croissante menace chaque fois plus le fonctionnement de cet instrument essentiel de domination et d'exploitation qu'est le système monétaire et bancaire international.

C'est pourtant ce système, sa logique, qui ont conduit à cet endettement massif...

### Atténuer la crise en l'exportant...

A partir des années 1973-1974, la hausse rapide des prix du pétrole s'est traduite par la multiplication des « pétrodollars », c'est-à-dire l'excédent de monnaie américaine dont disposaient tous les pays producteurs d'or noir. Ceux-ci ont, pour l'essentiel, déposé cette énorme masse monétaire dans les banques américaines, soit aux Etats-Unis, soit dans leurs filiales européennes.

Les banquiers, en liaison avec les grandes institutions financières internationales, ont recherché les moyens de faire « travailler » cet argent au mieux de leurs intérêts cet argent. Donc de le prêter avec un taux d'intérêt nettement plus élevé que celui servi aux déposants. Les Etats du tiers monde — pour peu que le pays concerné ne soit pas totalement dépourvu de « ressources naturelles » (le gage en quelque sorte) — étaient des clients tout désignés. D'autant que leur prêter permettait aux métropoles impérialistes d'atténuer ou de différer chez elles les effets de la crise économique. Comment ?

- La chute organisée des prix des matières premières industrielles et de certains grands produits agricoles sur les marchés mondiaux est accélérée par le ralentissement de l'activité économique. Les revenus des pays du tiers monde diminuent d'autant.

- Mais ceux-ci constituent en même temps des marchés importants, notamment pour les exportations de biens d'équipement (et, ne l'oublions pas, d'armements) dont la production occupe une place centrale dans l'appareil industriel des pays dits « développés ». Biens d'équipement vendus, eux, de plus en plus cher (inflation) et dont l'exportation est encore rendue plus impérative à cause de la hausse des produits pétroliers.

Dans ces conditions, prêter aux économies dépendantes du tiers monde ne permet pas seulement



des profits financiers considérables à partir de la masse des « pétrodollars ». Profits signifiant un formidable transfert de valeur des pays « pauvres » vers les pays « riches ».

Prêter permet également de maintenir dans des conditions aggravées l'échange inégal entre pays impérialistes et pays semi-coloniaux et dépendants. Echange inégal qui, entre autres, a donc permis aux pays impérialistes de faire supporter une bonne part du coût supplémentaire de leurs importations pétrolières aux pays sous-développés non-producteurs de pétrole.

Le caractère à la fois généralisé et prolongé de la crise a transformé ces mécanismes juteux en véritable « spirale » infernale : les pays du tiers

monde devant emprunter de plus en plus et à des taux exorbitants alors qu'ils ont de moins en moins la possibilité de rembourser.

Comment briser cette « spirale » sans remettre en question le système dans son ensemble ? Cette interrogation était au centre des débats de l'assemblée générale du Fonds monétaire international (FMI) de l'automne dernier. Elle sera évidemment présente au cours des conversations de Williamsburg. D'autant qu'une autre interrogation, complémentaire de la précédente, apparaît désormais.

« Le tiers monde, qui est devenu un marché d'importance cruciale au cours des dernières années, sera-t-il, à cause de son endettement as-

phyxiant, un obstacle à une reprise des économies occidentales ? » Cette question était ouvertement posée dans un numéro récent de l'influente revue américaine *Business Week*. Chacun des participants au « sommet » l'aura présente à l'esprit.

Mais, l'essentiel concernant le tiers monde sera lui « hors sujet », comme lors des précédentes rencontres : le fossé grandissant entre le niveau de vie des « plus riches » et celui des « plus pauvres » ; la misère croissante à laquelle est condamnée une majorité de l'humanité. Les préoccupations des « sept grands » sont évidemment autres...

Jean-Pierre Beauvais

## La crise et la faim

**L**A malnutrition s'aggrave dans les pays du tiers monde : telle est la conclusion à laquelle aboutissent plusieurs documents récemment publiés par la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture).

Selon les études réalisées par les services de cette institution internationale, 435 millions de personnes sont aujourd'hui victimes de « malnutrition grave » dans les pays dont l'économie est dépendante de celles des puissances impérialistes. Quarante cent trente-cinq millions qui souffrent donc quotidiennement de la faim et auxquels il faut ajouter plusieurs centaines de millions d'autres dont l'alimentation est « occasionnellement déficiente », lors des périodes précédant les récoltes, par exemple, lorsque les stocks de l'année antérieure sont irrémédiablement épuisés.

La production alimentaire a décliné en valeur absolue dans cinquante-deux de ces pays au cours de la décennie 1970-1980. Parmi ceux dont

la population est la plus massivement frappée : l'Inde, l'Indonésie, le Bangladesh, le Nigéria, le Brésil, l'Ethiopie, le Pakistan, les Philippines, la Colombie, la Thaïlande et la majorité des pays d'Afrique noire où l'impérialisme français exerce une position dominante.

Or, l'aide au développement de productions agricoles destinées à la consommation des populations locales a, dans le même temps, diminué au profit de productions plus lucratives destinées aux marchés métropolitains.

Quant à l'« aide alimentaire » proprement dite, elle n'a pas augmenté alors que les pays les plus pauvres doivent importer des quantités croissantes de denrées de base. En 1970-71, rapportent les experts de la FAO, les pays du tiers monde ont importé 43 millions de tonnes de céréales et reçu 30 % de cette quantité sous forme d'aide alimentaire. En 1980-81, leurs importations ont dépassé 80 millions de tonnes, dont à

peine 10 % ont été fournis sous forme d'aide alimentaire...

Enfin, chiffres à l'appui, les rapports insistent sur le fait que la malnutrition ne résulte nullement d'une production mondiale qui serait globalement insuffisante. Les terres cultivées de la planète pourraient suffire amplement à nourrir l'humanité. Mais les pays économiquement « développés » où vivent moins d'un tiers des habitants du globe disposent des deux tiers de ses richesses alimentaires alors que l'Asie, qui regroupe plus de la moitié de la population mondiale, ne dispose que de 30 % de ces richesses !

C'est l'aggravation de ce déséquilibre que mettent en lumière les récents rapports de la FAO. Dans un système où les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent, ce sont, là encore, ces derniers qui ont dû payer en priorité les effets de la crise.

Au point de se voir nier le droit le plus élémentaire et le plus fondamental à la fois : celui de manger.

J.-P. B.

### L'endettement du tiers monde

L'accroissement de la dette et du service de la dette des pays du tiers monde selon l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique). En milliards de dollars.

● Dette							
Année	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Montant	220	274	345	406	465	530	626
● Service de la dette							
Année	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Montant	31,9	42,1	59,0	75,6	86,9	109,3	131,3

Il faut noter que cette estimation de l'OCDE est nécessairement sous-évaluée. Une bonne part de la dette envers les pays de l'Est et de la dette « privée », comme certains prêts à court terme, n'étant pas comptabilisés par manque d'informations précises. Selon certaines estimations, rappelons-le, la dette globale du tiers monde serait désormais proche du milliard de dollars.



## Sommet impérialiste de Williamsburg

# Unanimes pour l'effort de guerre

• Toutes les puissances capitalistes trouvent des avantages à la course aux engins de mort qui correspond aux besoins intrinsèques de leur économie en crise

**D**IVISEES sur les politiques économiques à adopter face à la crise, sur l'éventualité d'une réorganisation monétaire, sur les rapports avec le tiers monde, les puissances capitalistes ne s'accorderont à Williamsburg que sur un point : la nécessité de poursuivre leur effort de surarmement.

Chacun des sept chefs d'Etat et de gouvernement qui se rencontreront du 28 au 30 mai trouve des avantages à l'accélération de la course aux engins de mort. Celle-ci correspond, en premier lieu, à un besoin intrinsèque de l'économie capitaliste confrontée à une baisse des profits, à une stagnation de la production et des débouchés, à une contraction du volume du commerce mondial. La relance de la course aux armements constitue un véritable marché de « substitution » qui permet une certaine relance de l'accumulation du capital.

Le surarmement répond de cette façon aux exigences d'un complexe militaro-industriel, sans cesse plus puissant au sein des métropoles occidentales et qui pénètre de larges secteurs de l'économie. Aux Etats-Unis, par exemple, cent groupes in-

dustriels et leurs filiales ont, au cours des dix dernières années, monopolisé environ 70 % des commandes du Pentagone. Les trusts concernés occupent une position dominante dans des branches essentielles telles que l'aviation, l'électronique, l'informatique, le nucléaire, le téléphone, les chantiers navals, le pétrole, le caoutchouc, la chimie, la sidérurgie, l'agro-alimentaire. On retrouve au premier rang des profiteurs du surarmement des groupes comme General Dynamics, Mc Donnell Douglas, United Technologies, Boeing, Lockheed, General Electric, etc.

Le cas du Japon est moins connu. Mais on retrouve les mêmes phénomènes. Environ 200 firmes se partagent le marché des armes dont six (Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo, ...) absorbent, à elles seules, près de la moitié des commandes des « Forces d'autodéfense nippones ».

Enfin, le surarmement est pour le bloc impérialiste un moyen de répondre à l'instabilité croissante de zones entières du tiers monde, qui représente pour lui une source vitale de matières premières. « Plus que jamais », écrit très justement l'écono-

miste américain Noam Chomsky, *une masse de plans stratégiques et de technologies militaires est destinée par les super-puissances à faire la guerre, non pas entre elles, mais aux pays faibles et sans défense du tiers monde, qui ne peuvent pas riposter. Cela comprend entre autres choses des hélicoptères, du napalm, des armées à déploiement rapide et des armes nucléaires tactiques. Cet*

*arsenal n'est pas conçu pour faire la guerre à des nations puissantes.* »

Gageons que Williamsburg sera, pour Ronald Reagan, une nouvelle occasion de prôner l'alignement de ses partenaires sur les objectifs des Etats-Unis. La crédibilité de leur contre-offensive actuelle pour restaurer leur leadership est à ce prix. Mais il s'agit également pour la

citadelle impérialiste de limiter les marges de manœuvre de ses concurrents en les forçant à se tourner davantage vers des produits de gaspillage (matériels militaires). On retrouve là ce qui constituera la toile de fond de la rencontre de Williamsburg : la guerre économique.

Christian Picquet

## 2 SURARMEMENT DANGER IMMEDIAT

### L'intoxication impérialiste



**A** la fin de cette année, 572 fusées Pershing et missiles de croisière seront déployés dans divers pays d'Europe. La mise en place de ces armes nucléaires tactiques est le symbole de la folle course aux armements dans laquelle s'est engagé l'impérialisme et dont nous avons, dans notre précédent article, décrit les conséquences sur le bien-être des peuples.

Pour justifier ce processus terrifiant, les autorités atlantiques argumentent d'un déséquilibre entre l'Est et l'Ouest au détriment de ce dernier. Le secrétariat d'Etat à la Défense des Etats-Unis expliquait ainsi dès 1980 : « Les Soviétiques utilisent entre 11 et 14 % de leur produit national brut à des fins de défense, alors que nous n'en utilisons que 5 % et que le PNB des Etats-Unis est deux fois plus important. »

Au cours de la décennie précédente, l'impérialisme américain a perdu une partie de ses positions dans le monde. Cela a entamé l'accablante supériorité dont il disposait naguère et profité à l'Union soviétique qui a substantiellement amélioré son propre potentiel. Mais on ne saurait parler d'un retournement du rapport des forces. Washington conserve un très net avantage.

#### Les manipulations de la CIA

Frank Holzman, professeur d'économie à l'université TUFT et membre du Centre de recherche sur la Russie à Harvard, a, dès 1980, dénoncé les manipulations du Pentagone. Les services secrets basent leurs calculs sur des chiffres bien peu crédibles, estime-t-il : « La CIA surestime l'effort militaire soviétique, à partir d'une appréciation "physique" probablement juste, mais en comptabilisant, aux coûts très élevés de l'armée américaine, les hommes de troupe mal payés, peu formés, sans doute encore moins productifs dans l'armée que dans la vie civile (...) Pour la même raison, l'équipement soviétique, considéré comme l'équivalent en qualité de l'armement américain est surévalué de 40 à 50 %, en particulier pour le matériel conventionnel. En outre, n'oublions pas que les alliés des Etats-Unis comptent pour plus de 40 % des dépenses militaires de l'OTAN, alors que les alliés de l'URSS ne font que 7 à 9 % de celles du Pacte de Varsovie. Enfin, la Chine stérilise environ 20 % du potentiel soviétique, que l'on doit défalquer des forces éventuellement menaçantes pour l'Ouest. »

Cette analyse est confirmée par toute une série d'études. Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) estime par exemple qu'entre 1971 et 1980, les Etats-Unis ont dépensé 1 124 milliards de dollars pour leur défense, soit 11 % de plus que l'URSS avec ses 1 005 milliards. L'OTAN a, quant à elle, déboursé 1 881 milliards de dollars soit 69,3 % de plus que le Pacte de Varsovie. L'appréciation est identique de la part d'un comité scientifique qui publie chaque année un état des dépenses militaires mondiales. Selon lui, entre 1960 et 1978, l'OTAN a dépensé 3 137 milliards de dollars, soit 124 % de plus que les Etats bureaucratiques de l'Est.

#### Avantage à l'Ouest

L'avantage des puissances impérialistes se trouve confirmé dans tous les domaines.

• **Sur le plan des forces stratégiques**, les documents officiels mentionnent une supériorité considérable de l'Union soviétique. Le Kremlin posséderait beaucoup plus de lanceurs que ses adversaires. Mais si on aborde la situation en termes d'ogives nucléaires, le rapport s'inverse et les Etats-Unis arrivent les premiers avec 9 000 têtes, contre 6 000 à l'URSS.

En ce qui concerne la qualité des armes utilisées, la balance penche aussi en faveur de l'impérialisme. En janvier 1981, Tom Gervasi, un ancien officier du contre-espionnage US, reconnaissait que « les Soviétiques ont délibérément augmenté la puissance de leurs armes nucléaires pour compenser leur infériorité dans le domaine de la précision et le petit nombre d'ogives qu'ils peuvent déployer sur chacun de leurs missiles ».

• **Dans le domaine des forces conventionnelles**, la littérature des cercles atlantistes déborde de prévisions alarmistes. Pourtant, le *Military Balance-1980-1981*, rapport élaboré par l'Institut d'études stratégiques de Londres (IISS), indique que les troupes de Moscou et de ses satellites regroupent 4 759 000 hommes contre 4 897 000 pour l'alliance adverse. Et un document de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) se livre à un calcul encore plus proche de la réalité en additionnant ce qu'il appelle les « adversaires potentiels » du Kremlin : OTAN, Chine, Japon. On se trouve alors en présence de 4 732 000 sol-

datés à l'Est contre 10 609 000 chez ses adversaires potentiels.

C'est à propos des unités de blindés qu'on parle le plus souvent de l'avance du Pacte de Varsovie. L'alliance impérialiste possède cependant une écrasante supériorité en matière d'armes antichars. Ce que reconnaît d'ailleurs Harold Brown, ancien secrétaire d'Etat à la Défense de Carter : « Je suis bien sûr conscient que nous estimons les chars soviétiques à plus de 45 000 alors que les Etats-Unis n'en ont que 10 000. Mais bien que nous connaissions cette menace soviétique, une comparaison de cet ordre ne me convainc pas de la supériorité militaire soviétique en Europe centrale et ne nécessite pas un déploiement de 35 000 chars par les Etats-Unis. Nos alliés ont aussi des chars et les armes antichars (17 000 lanceurs avec 4 000 missiles) peuvent arrêter également une avance de blindés. »

• **Achevons ce tableau par ce qui est au cœur du débat actuel : les armes nucléaires de théâtre (TNF).** Pour implanter les Cruise et les Pershing 2, nombre d'experts invoquent l'avantage quantitatif de l'URSS avec la mise en œuvre des SS 20. L'IISS décompte, pour ce qui le concerne, 2 244 TNF de l'autre côté du rideau de fer contre 1 811 dans les pays membres de l'OTAN. Mais bien des spécialistes contestent ces chiffres.

Deux chercheurs américains, R. Metzger et P. Doty, affirment que l'Alliance atlantique possède aujourd'hui, au minimum, 204 bombardiers et 194 fusées eurostratégiques permettant de larguer 1 162 têtes nucléaires sur l'URSS. Et cette estimation ne prend en compte ni les lanceurs de la VI<sup>e</sup> flotte en Méditerranée et de la II<sup>e</sup> flotte dans l'Atlantique, ni les systèmes d'armes français.

David Linebaugh, ancien directeur de l'agence officielle américaine pour le désarmement, va encore plus loin en indiquant que les sous-marins nucléaires britanniques et français instaurent, de fait, une parité entre les deux blocs.

Tels sont les faits. Comment nier, après cela, que la propagande de Washington et de ses alliés n'est destinée qu'à intoxiquer les opinions publiques occidentales et à justifier une accélération des programmes militaires aussi ruineuse que menaçante ?

Christian Picquet

• Prochain article : « La position de la France depuis le 10 mai ».

